



INSTITUT DE LA VALLÉE DU RIFT | PROJET USALAMA
COMPRENDRE LES GROUPES ARMÉS CONGOLAIS

LES RAÏA MUTOMBOKI

DÉFICIENCE DU PROCESSUS
DE PAIX EN RDC ET NAISSANCE
D'UNE FRANCHISE ARMÉE

INSTITUT DE LA VALLÉE DU RIFT | PROJET USALAMA

.....

Les Raïa Mutomboki

Déficiences du processus de paix en RDC et naissance d'une franchise armée

JASON STEARNS ET AL.



Publié en 2013 par l'Institut de la Vallée du Rift
1 St Luke's Mews, Londres W11 1DF, Royaume-Uni
PO Box 30710 GPO, 0100 Nairobi, Kenya

LE PROJET USALAMA

Le Projet Usalama de l'Institut de la Vallée du Rift fournit des éléments d'information sur les groupes armés en République démocratique du Congo. Le Projet est soutenu par Humanity United et Open Square et mené en collaboration avec l'Université catholique de Bukavu.

L'INSTITUT DE LA VALLÉE DU RIFT (RVI)

L'Institut de la Vallée du Rift (www.riftvalley.net) œuvre en Afrique de l'Est et centrale afin d'accroître l'influence du savoir local sur le développement social, politique et économique.

LES AUTEURS

Ce rapport a été coécrit par Jason Stearns, directeur du Projet Usalama du RVI. Le co-auteur et les deux assistants de recherche souhaitent garder l'anonymat.

DIRECTEUR EXÉCUTIF DU RVI: John Ryle

DIRECTEUR PROGRAMME DU RVI: Christopher Kidner

DIRECTEUR DU PROJET USALAMA DU RVI: Jason Stearns

DIRECTEUR ADJOINT DU PROJET USALAMA DU RVI: Willy Mikenye

RESPONSABLE DU PROGRAMME GRANDS LACS DU RVI: Michel Thill

RESPONSABLE DES PUBLICATIONS DU RVI: Fergus Nicoll

RESPONSABLE DE L'INFORMATION DU RVI: Tymon Kiepe

CONCEPTION DU RAPPORT: Lindsay Nash

TRADUCTION FRANÇAISE: Catherine Dauvergne-Newman, *horizons*

CARTES: Jillian Luff, *MAPgrafix*

IMPRESSION: Intype Libra Ltd., 3/4 Elm Grove Industrial Estate, Londres SW19 4HE, Royaume-Uni

ISBN 978-1-907431-22-7

COUVERTURE: Juriste Kikuni, un commandant Raïa Mutomboki au Shabunda, Sud-Kivu (2012). Photographie de Simone Schindwein.

DROITS

Copyright © The Rift Valley Institute 2013

Image de couverture © Simone Schindwein 2012

Texte et cartes publiés au titre de la licence Creative Commons

Attribution-Noncommercial-No Derivative

www.creativecommons.org/licenses/by/nc-nd/3.0.

Ce rapport peut être téléchargé gratuitement sur le site www.riftvalley.net

Ce rapport peut être téléchargé gratuitement sur le site Amazon.





Carte 1. Lest de la RDC, montrant la région de la carte détaillée à la page suivante



Carte 2. Groupes principaux des Raïa Mutomboki au Nord-Kivu et Sud-Kivu

Table des matières

Précédentes publications du Projet Usalama du RVI	6
Préface: le Projet Usalama	7
Résumé et considérations d'ordre politique	9
Renforcement et décentralisation de l'État	10
Résolution du problème des FDLR	11
Négociations et programme de démobilisation	11
1. Introduction	13
2. D'un groupe d'autodéfense à un mouvement de libération	15
Les prémices (2005–07)	15
Une période d'opportunisme (2007–11)	20
L'accord du 23 Mars et l'expansion des Raïa Mutomboki (2009–12)	23
Expansion vers Kalehe et affrontements avec les FARDC (2011–12)	30
Violence ethnique à Masisi (2012–13)	37
3. Analyse de l'émergence et de la réussite des Raïa Mutomboki	43
Structure du mouvement	46
Réseaux de soutien des Raïa Mutomboki	46
4. Conclusions et considérations d'ordre politique	51
Résoudre le défi posé par les FDLR	53
Élaborer un programme de démobilisation adapté	56
Consolider et décentraliser l'État	57
Annexe: Structure des Raïa Mutomboki, janvier 2013	60
Glossaire des acronymes, termes et expressions	62
Bibliographie	64
Carte 1. L'est de la RDC, montrant la région de la carte détaillée à la page suivante	3
Carte 2. Groupes principaux des Raïa Mutomboki au Nord-Kivu et Sud-Kivu	4

Précédentes publications du Projet Usalama du RVI

Rapports

Du CNDP au M23: Évolution d'un mouvement armé dans l'est du Congo

Nord-Kivu: Contexte historique du conflit dans la province du Nord-Kivu, à l'est du Congo

PARECO: Questions foncières, hommes forts locaux et politique de milice au Nord-Kivu

L'UPC en Ituri: Militarisation externe de la politique dans le nord-est du Congo

L'Ituri: Or, questions foncières et ethnicité dans le nord-est du Congo

Tous ces rapports sont également disponibles en anglais.

Briefings

«M23's Operational Commander: A Profile of Sultani Emmanuel Makenga»

«Strongman of the eastern DRC: A Profile of General Bosco Ntaganda»

Préface: le Projet Usalama

Le Projet Usalama (qui signifie «paix» ou «sécurité» en swahili) de l'Institut de la Vallée du Rift a été créé en réponse à la violence permanente qui règne dans l'est de la République démocratique du Congo (RDC). Des milliards de dollars ont été consacrés à la résolution du conflit afin de mettre fin aux souffrances prolongées qu'endurent les habitants de cette région depuis deux décennies. Pourtant, les organisations internationales qui opèrent en RDC—et même le gouvernement congolais—ont du mal à comprendre les groupes armés congolais au cœur du conflit. Le Projet Usalama examine les racines de la violence, dans le but de mieux comprendre l'ensemble des groupes armés, y compris les Forces armées de la République démocratique du Congo (FARDC).

Le projet de recherche Usalama s'appuie sur plusieurs interrogations: quel est l'historique de ces groupes armés? Qui les soutient et les contrôle? Quelles relations les différents groupes entretiennent-ils avec l'État, les États voisins, les intérêts commerciaux et les forces armées congolaises? Pourquoi a-t-il été si difficile de démobiliser certains groupes, alors que d'autres ont disparu? Et existe-t-il certaines caractéristiques récurrentes dans les manières dont les groupes prolifèrent, négocient avec l'État, puis disparaissent de nouveau?

Le Projet adopte principalement une approche qualitative. Il analyse les sources historiques—et les quelques informations quantitatives disponibles—et revient sur les origines des groupes armés au moyen d'entretiens réalisés avec des responsables politiques, des hommes d'affaires, des représentants de la société civile et des membres de groupes armés. Le Projet repose également sur des travaux de grande envergure menés sur le terrain par des chercheurs internationaux et congolais. Parmi les résultats figurent des rapports sur des groupes armés spécifiques et les grandes zones géographiques du conflit, ainsi qu'une série de séminaires et d'ateliers en RDC.

Nombre des entretiens réalisés pour les besoins du présent rapport ont été menés sous couvert d'anonymat. Pour toutes les personnes

interrogées qui ont demandé à rester anonymes, les informations d'identification figurant dans le rapport se limitent à un numéro associé à un lieu et une date, par exemple «Personne interrogée n° 105, Goma, 28 août 2012». Lors de nos travaux de recherche, des récits relatifs à des événements significatifs et parfois contestés ont été confirmés par de multiples sources ayant une connaissance directe des événements en question.

Résumé et considérations d'ordre politique

Un nouveau genre de mobilisation est apparu en 2011 dans les zones rurales de la République démocratique du Congo. Les Raïa Mutomboki («Citoyens en colère») étaient un mouvement populaire créé en réponse au problème d'insécurité généralisée, et plus particulièrement aux abus perpétrés par les Forces démocratiques de libération du Rwanda (FDLR), groupe rebelle composé en grande partie de Hutu rwandais. Soutenus par des chefs coutumiers, d'anciens membres de milices et des transfuges de l'armée, des jeunes se regroupèrent autour de l'idée du *dawa*, un remède magique dont ils pensaient qu'il les rendait invincibles, et poussèrent rapidement les FDLR à quitter un grand nombre de leurs anciens fiefs.

L'apparition du groupe reflète les défaillances des différents accords de paix conclus dans l'est du Congo et qui, bien qu'étant venus à bout de certains problèmes d'ordre sécuritaire, en créèrent de nouveaux. En 2009, un accord secret passé entre les gouvernements congolais et rwandais parvint à intégrer certains groupes dans l'armée, mais fut subordonné au lancement de toute une série d'offensives ciblant les FDLR, offensives qui se soldèrent par des déplacements en masse et incitèrent toutes les parties à perpétrer des attaques vengeresses contre les civils. La restructuration de l'armée—dite «processus de régimentation»—fut lancée en 2011 dans le but d'inverser la tendance de l'armée qui consistait à favoriser certains anciens groupes armés, mais elle finit par entériner ce favoritisme, déclenchant toute une série de défections et un regain de tension.

Les conséquences fortuites de ces accords jouèrent un rôle crucial dans la transformation des Raïa Mutomboki; constituant au départ une milice tournée sur elle-même, le mouvement donna naissance à une série de groupes déployés sur une zone de la taille de la Belgique. Aujourd'hui, le nom «Raïa Mutomboki» désigne un ensemble de groupes armés, unis par le même nom et par une idéologie foncièrement identique à l'égard

de l'autodéfense. Il s'agit davantage d'une franchise que d'une force unitaire, chacune de ses branches étant ancrée dans une dynamique bien particulière qui varie en fonction de la situation politique locale, du leadership et des intérêts de ses alliés.

L'absence étatique congolaise a joué un rôle important dans cette mobilisation en négligeant et même, à certains moments, en exacerbant les conflits locaux. Cependant, si les Raïa Mutomboki commencèrent par être une force d'autodéfense, ils devinrent dans bien des endroits une milice brutale et violente, qui tua des centaines de civils et se livra à des combines fiscales illégales. La démobilisation des groupes nécessitera que l'on s'intéresse aux défis sécuritaires posés par les FDLR et que l'on instaure un programme de démobilisation des milices qui tienne compte des enseignements tirés des erreurs du passé. Le défi le plus grand—qui concerne toute démarche visant à venir à bout des groupes armés dans les Kivus quels qu'ils soient—sera sans doute d'améliorer la capacité étatique au niveau local afin d'empêcher que des conflits portant sur des questions foncières ou relatives au pouvoir coutumier ne dégénèrent en une mobilisation armée, et d'apporter aux populations locales la protection et la sécurité qui s'imposent.

Renforcement et décentralisation de l'État

Pour parvenir à la paix, il incombe au gouvernement congolais de mettre en œuvre les principales clauses de la constitution de 2006 en organisant des élections locales et en décentralisant le pouvoir financier et politique. Les donateurs pourraient contribuer à ce processus de renforcement de l'État en apportant les importantes ressources nécessaires au développement des capacités étatiques, en fonction de points de référence clairs et dans le cadre d'un partenariat ouvert avec le gouvernement congolais. La version révisée de la Stratégie internationale d'appui à la sécurité et la stabilisation (ISSSS) fournit un modèle d'approche ascendante de la réforme institutionnelle—mais elle devra être rapprochée d'une nouvelle stratégie nationale mise en œuvre avec un réel engagement du gouvernement congolais. Bien que ses détails restent vagues, l'Accord-cadre

pour la Paix, la Sécurité et la Coopération (l'«Accord-cadre») signé à Addis-Abeba le 24 février 2013 offre la possibilité de mettre en place une nouvelle stratégie nationale.¹

Résolution du problème des FDLR

Les gouvernements congolais et rwandais devraient tous les deux, dans la mesure du possible, se prononcer en faveur de stratégies pacifiques pour résoudre la question des FDLR, en prenant appui sur les engagements pris au titre du Communiqué de Nairobi de 2007, accord signé par les deux pays et qui porte sur la stratégie à employer pour venir à bout des menaces transfrontalières.² Plus spécifiquement, les deux gouvernements devraient autoriser la réinstallation dans un pays tiers des officiers qui ne font l'objet d'aucune accusation de crimes de guerre ou de crimes contre l'humanité. Les combattants pourraient également avoir le droit de s'installer en RDC, les dossiers devant être étudiés au cas par cas, en bénéficiant de solides garanties, et dans le contexte d'un programme de démobilisation. Si des opérations militaires doivent être lancées, elles devraient l'être dans le respect du droit humanitaire international et à l'issue de travaux de planification et d'exécution menés conjointement avec la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en RDC (MONUSCO).

Négociations et programme de démobilisation

Le gouvernement congolais devra instaurer des commissions pour la paix afin de traiter séparément avec les différents groupes Raïa Mutomboki,

.....

1 Centre d'actualités de l'ONU, «UN urges long-term commitment to today's peace deal on DR Congo», 24 février 2013.

2 Conseil de sécurité de l'ONU, S/2007/679, «Communiqué conjoint du Gouvernement de la République Démocratique du Congo et du Gouvernement du Rwanda sur une approche commune pour mettre fin à la menace pour la paix et la stabilité des deux pays et de la Région des Grands Lacs» (Communiqué de Nairobi), 21 novembre 2007. Voir également African Rights, «Congo-Kinshasa: A Welcome Expression of Intent – The Nairobi Communiqué and the Ex-FAR/Interahamwe», 11 décembre 2007.

conjointement avec la société civile locale. Ces processus de paix devraient avoir pour objectif de donner aux communautés les moyens d’agir et non pas de récompenser les commandants pour leurs opérations de rébellion. Ils devraient inclure des projets de développement communautaire ainsi que des comités sécuritaires qui aident les leaders locaux à exiger de l’armée et de la police qu’elles rendent compte de leurs actes, et permettre aux commandants des Raïa Mutomboki de s’intégrer aux FARDC. Le gouvernement devrait aussi envisager de lancer un nouveau programme de démobilisation associant à la fois un suivi rigoureux et différentes garanties contre le recyclage des militaires précédemment démobilisés.

1. Introduction

À partir du second semestre 2011, une nouvelle milice de base se développa rapidement dans la jungle des plaines de l'est de la République démocratique du Congo (RDC). Bien que ce groupe ait à peine suscité l'attention des médias nationaux et internationaux, il eut un impact dramatique sur ces régions rurales. Constitué sous la forme d'une force d'autodéfense spontanée contre les exactions perpétrées par les rebelles des FDLR, le mouvement s'étendit de manière entièrement décentralisée, pour ne pas dire frénétique. Sa popularité était principalement imputable à une idéologie d'autodéfense et à une croyance dans le *dawa* censé garantir l'invincibilité.

Les Raïa Mutomboki avaient démarré leurs activités six ans auparavant sous la forme d'une milice de petite taille et d'intérêt purement local dans la région forestière reculée du sud de Shabunda, dans la province du Sud-Kivu. Après plusieurs réussites militaires et étant parvenu à chasser de la région des éléments FDLR violents, le groupe disparut pratiquement entre 2007–11, même si d'autres petites factions prirent son nom pour bénéficier de sa popularité et de sa réputation. Courant 2011, ce qui était pour ainsi dire devenu une «franchise»—un réseau de groupuscules liés par le même nom et par une idéologie anti-FDLR commune—prit de l'ampleur tant en termes de taille que d'influence. La restructuration de l'armée nationale congolaise, associée aux nouveaux ravages causés par les FDLR dans certaines zones rurales des Kivus, entraîna une importante vague de mobilisation qui perdurait en 2013.

À la mi-2012, les Raïa Mutomboki couvraient une superficie d'environ 30 000 km², mais ils se répartissaient entre au moins quatre grandes factions dénuées de chaînes de commandement claires. En chassant les FDLR, ils réussirent souvent là où l'armée congolaise avait échoué. Mais alors que les Raïa Mutomboki s'impliquaient de plus en plus dans les conflits locaux et le racket fiscal, ce mouvement axé au départ sur l'autodéfense se transforma en une brutale rébellion et, dans certaines

régions, ces milices dépourvues de toute coordination furent responsables d'abominables massacres de populations civiles, en grande partie Hutu.

2. D'un groupe d'autodéfense à un mouvement de libération

Les prémices (2005–07)

En 2005, la première apparition des Raïa Mutomboki dans la forêt de Shabunda, riche en minerais, passa pratiquement inaperçue et, pendant plusieurs années, le groupe resta désorganisé et de faible ampleur, n'attirant l'attention nationale qu'en raison de sa participation à la Conférence de Goma de 2008, qui visait la signature d'un accord de paix entre 22 différents groupes armés. Malgré un démarrage hésitant, l'apparition du groupe fut étroitement liée aux insuffisances de l'Accord global et inclusif de 2002, qui mit un terme à la Deuxième Guerre du Congo, unifia le pays sous un gouvernement de transition et lança une démarche qui allait mener à la tenue d'élections en 2006. Pour les Raïa Mutomboki, les plus grosses défaillances de cet accord résidaient dans le fait qu'il ne parvenait pas à venir à bout de la menace posée par les FDLR ni des mutations s'opérant dans les alliances de milices, et qu'il ne prévoyait pas de protection suffisante de la part des forces de sécurité congolaises.

Les événements qui incitèrent le premier groupuscule à prendre le nom de «Raïa Mutomboki» font aujourd'hui partie du folklore de cette milice. Le 29 mars 2005, un groupe de négociants locaux se rendait à Kyoka, un village de brousse situé dans l'extrême sud du territoire de Shabunda, pour vendre de la nourriture aux ouvriers travaillant dans les mines d'or. Le groupe fut pris en embuscade par des soldats FDLR; quatre de ces négociants parvinrent à prendre la fuite et à alerter une patrouille de l'armée congolaise qui se trouvait non loin du lieu de l'incident. Lorsqu'ils réussirent enfin à retrouver la trace des kidnappés, ils s'aperçurent que leurs 12 collègues, y compris deux femmes et quatre enfants, avaient été tués à coups de machettes.

Ces meurtres étaient caractéristiques des exactions perpétrées par

les FDLR dans la région depuis qu'elles y avaient établi des bases en 1998. Mais un autre phénomène tout aussi important que ces exactions fut la manière dont évoluèrent les structures du pouvoir local, du fait de l'accord de paix de 2002, évolution qui exacerba la violence. Depuis 1998, les FDLR avaient maintenu plusieurs milliers de troupes intégrées dans l'armée du gouvernement. Sous l'effet des pressions exercées par la communauté internationale dans la période qui conduisit à la signature de l'accord de paix, le Président Joseph Kabila, en 2001–2, repoussa ces troupes à l'extérieur de la zone placée sous son contrôle, les contraignant ainsi à fusionner avec l'aile orientale des FDLR déployée dans les Kivus. Cette fusion forcée engendra une crise du leadership au sein des FDLR, qui se solda par la défection de leur commandant en chef, le général Paul Rwarakabije, puis par la disparition de toute discipline interne dans la période tumultueuse qui s'ensuivit.

Parallèlement, la coalition militaire anti-Rwanda qui, entre 1998 et 2003, avait réussi à rester solidement implantée dans les districts ruraux des Kivus, se désintégra. Pendant cette période, les FDLR firent partie d'une alliance d'insurgés qui joua un rôle crucial pour Kinshasa en astreignant les forces rwandaises et leurs alliés du Rassemblement congolais pour la démocratie (RCD).³ À Shabunda, les FDLR étaient de proches alliés des milices Maï-Maï placées sous les ordres du général Padiri Bulenda, dont la base se trouvait à Lulingu, dans le nord du territoire.⁴

3 Pour obtenir de plus amples renseignements sur l'histoire et les activités du RCD, consulter Jason Stearns, *Du CNDP au M23: Évolution d'un mouvement armée dans l'est du Congo* (Londres: Institut de la Vallée du Rift, 2012), p. 16–27.

4 Jason Stearns, *Nord-Kivu: Contexte historique du conflit dans la province du Nord-Kivu, à l'est du Congo* (Londres: Institut de la Vallée du Rift, 2012), p. 32 et 37. Le terme Maï-Maï (dérivé de «*mayi*», qui signifie «eau» en kiswahili) est une référence à des potions magiques aux vertus protectrices employées par les membres de ces groupes lors de leurs cérémonies; dans les premières phases de leur existence, l'eau traitée par leurs médecins servait à protéger les combattants et les populations civiles. Maï-Maï est devenu un terme générique désignant diverses milices locales qui se propagèrent dans tout l'est de la RDC depuis que des violences interethniques éclatèrent à Masisi en 1993. Bien qu'ils s'inspirent de formes similaires de mobilisation datant de l'époque précoloniale, ils ne disposent pas d'une chaîne de commandement unique.

L'Accord global et inclusif exigea l'intégration des principaux belligérants, y compris de la plupart des groupes Maï-Maï et du RCD, dans une nouvelle armée nationale, les FARDC. Dans certains endroits comme à Shabunda, début 2004, la majorité des combattants Maï-Maï se mirent à partir pour gagner des camps d'intégration, entraînant un vide sécuritaire dans de nombreuses zones rurales que vinrent parfois combler des transfuges Maï-Maï qui avaient refusé de rejoindre l'armée nationale, ainsi que les FDLR.

L'exercice d'intégration nationale finit par isoler et aggraver l'instabilité des FDLR, groupe armé d'origine rwandaise qui était donc exclu du processus d'intégration. Désireuses de se donner une légitimité, les FARDC nouvellement formées lancèrent des attaques contre les FDLR en avril 2004 ainsi que des opérations conjointes contre les rebelles en 2005, avec le soutien de la Mission de l'Organisation des Nations Unies en République démocratique du Congo (MONUC).⁵ Bien que ces opérations aient été de faible ampleur, et que la collaboration sporadique entre les commandants de l'armée congolaise et les FDLR se soit poursuivie jusqu'en 2009, les FDLR eurent des raisons de craindre pour leur sécurité. Trahies, selon elles, par le gouvernement congolais, elles n'avaient plus d'alliés locaux à Shabunda ni de commandement central puissant pour les endiguer. Il en résulta une réaction brutale de la part de ce groupe déjà connu pour sa grande violence. En outre, ses exactions ne se limitèrent pas à Shabunda: le 9 juillet 2005, les FDLR attaquèrent Ntulumamba, dans le territoire de Kalehe, massacrant 39 civils. D'autres exactions similaires s'intensifièrent également à la même époque.⁶

Mais c'est à Shabunda, en réaction au massacre de Kyoka, que ces développements parallèles entraînèrent une contre-mobilisation. Au cœur de ce phénomène se trouvait le sorcier local et prêtre kimbanguiste Jean

.....

5 International Crisis Group (ICG), «The Congo: Solving the FDLR Problem Once and for All» (Africa Briefing No. 25), 12 mai 2005. En 2010, la MONUC a été remplacée par la MONUSCO.

6 Département d'État américain, «2005 Country Reports on Human Rights Practices: Democratic Republic of the Congo», 8 mars 2006.

Musumbu (qui signifie «esprit» en Kirega). Il rassembla les jeunes des environs et établit une force d'autodéfense. Si Musumbu n'affichait aucune expérience militaire notable, nombre des jeunes qui rejoignirent son mouvement étaient d'anciens Maï-Maï. Dans le contexte d'une insécurité persistante, la démobilisation avait clairement montré ses limites.

L'une des principales raisons de la popularité des Raïa Mutomboki était une amulette conçue par Musumbu, le *dawa*, qui rendait ceux qui la portaient insensibles aux tirs de fusil à condition d'observer toute une série de conditions strictes. Le *dawa*, au départ un fin bracelet surnommé *bijou* fabriqué par des *bachawi* (sorcières) locales, s'inspirait des rites d'initiation de la communauté ethnique locale des Rega, ainsi que d'une tradition de la milice Maï-Maï remontant à l'époque précoloniale dans cette partie du Congo.

La mobilisation fut d'abord confinée au sud de Shabunda, et plus précisément aux groupements de Nkulu et de Basitabiyale, et, chose étonnante, elle fut couronnée de succès.⁷ Armés uniquement de lances, de machettes et d'arcs, les Raïa Mutomboki réussirent à repousser la plupart des FDLR de la région. La popularité de la milice, ses pouvoirs magiques et son succès phénoménal devinrent contagieux: le concept des Raïa Mutomboki se répandit jusque dans les régions voisines des provinces du Maniema et du Katanga, où de jeunes gens formèrent des milices, adoptant ce nom et envoyant des émissaires se procurer des amulettes auprès de Musumbu. Ces groupes n'étaient liés par aucune structure de commandement commune.

Cette vague de mobilisation des Raïa Mutomboki, bien que de faible ampleur, se poursuivit jusqu'en 2007. Dans les rapports internes hebdomadaires de l'ONU consacrés aux menaces dans la région, qui permettent de suivre les principaux développements dans tout le pays,

.....

7 L'administration étatique de la RDC est organisée de manière hiérarchique: province, territoire, chefferie/secteur, groupement, localité et village. Les trois derniers niveaux sont souvent (mais pas toujours) dirigés par les autorités coutumières.

le nom «Raïa Mutomboki» n'apparut que 15 fois en deux ans, surtout fin 2005 et début 2007, et essentiellement en rapport avec les efforts visant à démobiliser un groupe portant ce nom dans le sud de la province du Maniema.⁸ Le groupe de Musumbu ne fut cité qu'à de très rares reprises dans ces rapports, notamment dans le contexte de batailles avec l'armée congolaise et les FDLR fin 2005, y compris un affrontement avec la 107ème brigade des FARDC, unité composée d'anciens Maï-Maï du territoire voisin de Mwenga qui avait été déployée dans le sud de Shabunda.

Les premiers groupes Raïa Mutomboki avaient beaucoup de points communs avec ceux qui allaient faire leur apparition à travers le territoire de Shabunda en 2011. Ils étaient organisés de manière informelle, Musumbu n'exerçant guère de contrôle direct. Cette organisation diffuse n'avait rien d'étonnant: Musumbu avait peu d'expérience de la fonction de commandant et la vaste zone qu'il contrôlait ne comptait que quelques routes et n'était pas couverte par le réseau de téléphonie cellulaire. Un ancien membre des Raïa Mutomboki de la région a évoqué les limites de son rôle de leader:

Au début, Musumbu allait de village en village, s'entretenant avec les chefs locaux et diffusant son message. Il nommait un commandant par village après avoir parlé aux chefs locaux, mais il ne les contrôlait pas vraiment. Il était puissant grâce à la magie qu'il répandait autour de lui.⁹

La structure traditionnelle de la société Rega joue également un rôle primordial dans la cohésion des Raïa Mutomboki. Les Rega sont le groupe ethnique dominant de Shabunda et de certaines parties du sud de Walikale, de Mwenga et de l'est du Maniema. Traditionnellement, ils vivent au sein d'une société segmentée et décentralisée, leurs chefs ayant rarement une influence en dehors d'un groupe de villages. Dans la société

8 Analyse de 107 rapports de la MONUC, détenue dans les dossiers du Projet Usalama.

9 Projet Usalama, personne interrogée n° 401, Bukavu, 5 décembre 2012.

précoloniale, l'autorité était en grande partie représentée par les chefs de lignée, dont la fonction n'était pas héréditaire, et qui se partageaient le pouvoir avec d'autres leaders locaux.¹⁰

Sous le régime colonial, les Belges créèrent des postes héréditaires de règle coutumière, dont ceux de chef de village, chef de localité, chef de groupement et chef de collectivité. Aujourd'hui cependant, ce sont toujours les chefs de lignée et, dans certains cas, les chefs de village qui conservent le pouvoir coutumier. Lorsque Musumbu commença à recruter des soldats, ce sont ces leaders qui se mirent à le soutenir dans la partie sud du groupement de Wakabango I, encourageant les jeunes à rejoindre le mouvement et autorisant les collectes alimentaires. Mais la nature segmentaire de la société Rega fit aussi que le groupe resta décentralisé et difficile à contrôler.

Une période d'opportunisme (2007–11)

L'accord de paix de 2002 se traduisit non seulement par des changements au niveau des alliances locales, mais également par l'apparition d'une nouvelle catégorie d'officiers désenchantés. Les différents groupes armés, qui se composaient d'un nombre disproportionné de hauts officiers occupant des postes gonflés artificiellement mais ne disposant guère de formation militaire formelle, étaient désormais en compétition pour s'arroger le pouvoir au sein d'une armée nationale unique. La participation aux insurrections devint rapidement un outil de négociation pour ces officiers désenchantés qui désiraient améliorer leur rang et leur statut—et, vu la faiblesse des FARDC, ces rébellions menèrent souvent à des négociations fructueuses.

D'autres groupes redoutaient de perdre leur pouvoir politique et économique local après les élections. Cette crainte s'intensifia avec l'émergence de l'insurrection du Congrès national pour la défense du peuple (CNDP) entre 2005 et 2009, soutenue par le Rwanda, et devint la

.....
 10 Daniel Biebuyck, *Legu Culture: Art, Initiation, and Moral Philosophy Among a Central African People* (Berkeley: UCLA Press, 1973), p. 46–50.

plus importante menace à la sécurité de l'État congolais.¹¹ Suite à l'échec de plusieurs offensives militaires lancées contre le CNDP, le gouvernement congolais se rabattit de plus en plus sur les milices locales. Cela lui permettait d'astreindre le CNDP et de suggérer qu'il ne s'agissait que d'un groupe armé parmi tant d'autres dans les Kivus. Cette tendance fut particulièrement manifeste lors de la Conférence de paix de Goma qui se tint en 2008, pendant laquelle Kinshasa encouragea la participation de nombreux groupes armés amis—dont certains venaient juste d'être créés pour l'occasion—afin de diluer l'influence du CNDP.

La Conférence était censée lancer un processus de paix inclusif et mener au démantèlement des milices dans les Kivus, mais ni le gouvernement ni le CNDP n'étaient disposés à faire les concessions nécessaires. Un sentiment profond de méfiance, conjugué à l'absence globale de tout progrès dans le processus de désarmement, démobilisation et réintégration (DDR) et à des difficultés associées à l'intégration d'anciens commandants rebelles dans la chaîne de commandement des FARDC, conduisit à la reprise des combats.

Ce fut également le cas des Raïa Mutomboki qui, à ce moment-là, avaient pratiquement disparu. Deux représentants, Sadiki Kangalaba Devos et Salumu Kaseke, se déclarant leaders des Raïa Mutomboki, signèrent les Actes d'engagement, l'accord de paix né de la Conférence de Goma. D'après des chefs coutumiers et des leaders de la société civile, cependant, ces représentants ne reçurent pas la bénédiction de Musumbu ni celle d'autres commandants des Raïa Mutomboki. «*Ils ont signé l'accord, empêché leurs indemnités journalières, puis ils ont disparu*», a déclaré un agent des services congolais du renseignement qui a participé à la Conférence.¹²

Mais l'opportunisme ne s'arrêta pas là. Le nom «Raïa Mutomboki» devint populaire parmi les groupes armés de Shabunda, car il était synonyme de soutien populaire et de légitimité. Un exemple révélateur est celui d'une milice qui fut mobilisée par d'anciens combattants

.....
11 Stearns, *Du CNDP au M23*, p. 28–44.

12 Projet Usalama, personne interrogée n° 402, Bukavu, 4 décembre 2012.

Mai-Mai et des hommes politiques alliés entre 2006 et 2010. Le groupe fut lancé par Misaba Bwansolo, plus connu sous le nom de Mwami Alexandre, qui avait été commandant Mai-Mai sous le général Padiri pendant la guerre contre le RCD. Comme de nombreux Mai-Mai de l'ethnie Rega, Alexandre était frustré par le fait que Padiri préférait les commandants de sa propre communauté ethnique, les Tembo. Alexandre lança un nouveau groupe armé dans le sud de Shabunda en 2006, puis fut arrêté un an plus tard par l'armée congolaise et emprisonné pour avoir recruté des enfants soldats.

Alexandre fut suivi de Kyatend Dittman, un musicien Rega qui avait vécu en Allemagne depuis les années 1980 et était rentré au Congo en 2003 pour tenter de faire une carrière politique au niveau local. Il créa un groupe musical, «L'Armée rouge», et devint membre du conseil d'administration de la fameuse équipe de football de Bukavu, l'OC Muungano. À noter qu'en RDC, les équipes de football constituent de puissantes plateformes politiques. L'OC Muungano est populaire parmi les Rega, tandis que l'équipe de Bukavu Dawa est perçue comme représentant la communauté Shi. En novembre 2006, cependant, Kyatend fut exclu de la présidence du club de Muungano et, de plus en plus marginalisé au sein de la communauté Rega, il tenta dès le début 2007 de raviver la milice créée par Alexandre à Shabunda. Cette initiative ne lui valut que de modestes succès en janvier 2010, avec le soutien actif d'Alexandre, qui s'était échappé de la prison de Bukavu un an auparavant.

Le groupe de Kyatend était souvent connu sous le nom de Raïa Mutomboki, même si sa légitimité était contestée par Musumbu. Il était basé dans une région riche en minerais située près de Kitindi, dans le sud-est de Shabunda, sans doute attiré par les bénéfices pouvant être tirés de la taxation et du commerce de l'or et de l'étain dans la région. Le chef coutumier local, *Mwami Muligi V*, soutint ce groupe, tout comme il allait par la suite soutenir d'autres factions Raïa Mutomboki. Si d'aucuns affirment qu'il s'agissait là d'une lutte de succession, Muligi V lui-même

insiste sur le fait qu'il œuvrait dans l'intérêt de la population locale.¹³

La milice de Kyatend disparut en 2010 lorsque l'armée congolaise arrêta Muligi V. Quand celui-ci lança un appel aux jeunes de sa chefferie pour qu'ils rendent leurs armes, seules 12 furent remises aux FARDC, ce qui démontre combien ce groupe était de faible ampleur. La population locale captura alors Kyatend et le remit au gouvernement. Kyatend et Alexandre sont incarcérés depuis juin 2010.

L'accord du 23 Mars et l'expansion des Raïa Mutomboki (2009–12)

Les problèmes de sécurité qui régnaient à Shabunda sur cette période ne furent guère considérés comme une priorité nationale par le gouvernement, les Nations Unies ou les nations donatrices. Ces dernières concentraient leur attention sur l'insurrection du CNDP, qui parvint à repousser les nombreuses offensives lancées par le gouvernement et même à atteindre la périphérie de Goma en octobre 2008. Le gouvernement de Kinshasa changea alors de tactique en concluant un accord avec Kigali au titre duquel les Rwandais arrêteraient le commandant CNDP Laurent Nkunda en échange d'une série d'offensives de l'armée congolaise visant les FDLR, dont les noms de code étaient *Umoja Wetu* («Notre unité», 2009), *Kimia II* («Paix II», 2009–10) et *Amani Leo* («La paix aujourd'hui», 2010–12). Cet accord, dit accord d'Ihusi, établit également les bases d'un accord de paix exhaustif signé le 23 mars 2009, qui était censé intégrer 22 groupes armés, dont le CNDP et les Raïa Mutomboki.

Cet accord fut largement salué par les diplomates étrangers qui estimèrent qu'il permettrait de venir à bout de l'insurrection du CNDP et de réparer les relations entre la RDC et le Rwanda. Mais tout en résolvant certains problèmes, il en créa de nouveaux. L'accord penchait en faveur du CNDP et de son principal rival, la Coalition des patriotes résistants congolais (PARECO), d'où un certain ressentiment parmi les

.....
 13 Projet Usalama, personnes interrogées n° 402, Bukavu, 4 décembre 2012, et n° 403, Bukavu, 15 février 2013.

officiers des milices rivales.¹⁴ Les opérations conjointes lancées contre les FDLR—l’une des conditions de l’accord de paix—entraînèrent également une insécurité considérable dans les zones rurales. C’est cette insécurité croissante qui allait déclencher le retour en force des Raïa Mutomboki.

Les opérations menées contre les FDLR se soldèrent par le déplacement de plus de 800 000 personnes ne serait-ce qu’en 2009, alors que les FARDC lançaient une offensive contre-insurrectionnelle mal organisée. Dans de nombreuses régions, le gouvernement employa des miliciens locaux pour servir de guides et de traqueurs, qui lui fournirent des informations cruciales sur les positions des FDLR. Parmi ces miliciens figuraient certains anciens alliés des FDLR qui par la suite rejoindraient les Raïa Mutomboki, comme les Maï-Maï Kifufua dans le sud de Masisi. Ce soutien dont bénéficièrent les opérations des FARDC allait ensuite entraîner de brutales représailles de la part des FDLR. *«L’armée a mis le feu aux poudres puis elle nous a laissé en subir les conséquences»*, s’est plaint un chef local du nord de Shabunda.¹⁵

En même temps, l’intégration des groupes armés créa des divisions internes au sein de l’armée congolaise. Les FARDC accordèrent un traitement de faveur aux officiers issus des deux groupes armés les plus forts, à savoir la PARECO et, surtout, le CNDP, leur confiant certains des postes les plus puissants et lucratifs dans les Kivus, ce qui irrita grandement les autres officiers et provoqua un sentiment anti-rwandophone latent. Le processus de régimentation cristallisa ces frustrations. Il s’agissait ainsi de fusionner les brigades existantes en régiments, démarche censée simplifier l’organisation de l’armée congolaise en éliminant les soldats fictifs, en fragilisant les réseaux clientélistes et en rompant les chaînes de commandement parallèles dirigées par les troupes de l’ex-CNDP.¹⁶ Les

.....
 14 Jason Stearns, *PARECO: Questions foncières, hommes forts locaux et politique de milice au Nord-Kivu* (Londres: Institut de la Vallée du Rift, 2013).

15 Projet Usalama, personne interrogée n° 404, Kigulube, 7 décembre 2012.

16 Conseil de sécurité de l’ONU, S/2011/738, «Rapport final du Groupe d’experts sur la RDC créé en application du paragraphe 5 de la résolution 1952 du Conseil de sécurité (2010)», 2 décembre 2011, p. 81–90.

répercussions de cette démarche contribueraient également à l'expansion des Raïa Mutomboki.

Plus ou moins à partir du mois de mai 2011, toutes les unités de l'armée congolaise basées dans le territoire de Shabunda partirent rejoindre la régimentation, laissant le territoire—et donc ses voies commerciales et ses zones minières lucratives—pour ainsi dire sans protection. Les FDLR profitèrent de ce vide sécuritaire pour avancer vers les zones minières situées autour de Mulungu (est de Shabunda), en mai, et de Lulingu et Nyambembe (nord de Shabunda), en juin. En mai, des organisations humanitaires tiraient déjà la sonnette d'alarme sur la détérioration de la situation sécuritaire à Shabunda, tandis que les FDLR instauraient de nouveaux barrages routiers et lançaient des raids dans des villages jusque-là contrôlés par l'armée congolaise.¹⁷ Cela provoqua la remobilisation des Raïa Mutomboki dans tout le territoire de Shabunda, pour certains de manière disparate, le long de trois grands axes.

Musumbu resta le point focal du premier groupe, basé entre Kalole et Penekusu, dans le sud de Shabunda. Cependant, son précédent succès, qui avait consisté à éliminer les FDLR de la région, maintint la mobilisation à un niveau très réduit. *«Les Mutomboki avaient toujours été considérés comme apportant une réponse à un problème sécuritaire»*, a expliqué un chef local qui connaît Musumbu. *«À Wakabango I, le problème sécuritaire avait en grande partie disparu, par conséquent peu de jeunes ont pris les armes.»*¹⁸ Certes, les FDLR organisèrent des raids sporadiques dans l'extrême sud-est du Sud-Kivu, autour des zones minières de Kitindi et d'Itula, où elles rencontrèrent la résistance d'un groupe Raïa Mutomboki local affilié à Musumbu; mais on ne sait pas grand-chose de cette faction étant donné les lieux retirés dans lesquels elle opérait. Fin 2012, ce groupe obscur avança également vers l'ouest de la province de Mwenga.

.....
17 Bureau de la coordination des affaires humanitaires de l'ONU (OCHA), Rapports mensuels, mai-juillet 2011.

18 Projet Usalama, personne interrogée n° 407, Bukavu, 5 décembre 2012.

Le deuxième groupe Raïa Mutomboki—qui finirait par devenir la principale force militaire—était basé à Nduma, en bordure du parc national de Kahuzi-Biega, dans le nord de Shabunda. Cette zone abrite quelques sites miniers et une importante base mise en place par les FDLR comprenant un camp d’entraînement, des écoles et des centres sanitaires pour les personnes à charge.¹⁹ Albert Mutima Muba, chef d’état-major du groupe, a évoqué un incident décisif survenu à Nduma en janvier 2010:

Les FDLR ont tué 36 personnes à Nduma, ils ont enterré des gens vivants, ils leur ont fait avaler de la cassitérite [oxyde d’étain], ou ils les ont attachés aux arbres ou battus à mort. Trois de ces mineurs ont survécu et sont venus nous apprendre le massacre. Mais alors que nous allions en rendre compte à l’armée congolaise, on nous a arrêtés! On a dû verser une amende de 100 \$ pour notre libération!²⁰

C’est cette réaction des FARDC face au massacre de Nduma qui provoqua localement une grande indignation. Celle-ci fut particulièrement virulente après une visite du gouverneur du Sud-Kivu, Marcellin Cisambo, dans le centre de Shabunda en juillet 2011, suite aux problèmes de sécurité qui secouaient la région. Interrogé lors d’une réunion à la mairie sur le retrait des troupes congolaises, il aurait déclaré: «*Libérez-vous!*» Cet événement est aujourd’hui largement cité pour justifier l’émergence des Raïa Mutomboki.

Début 2011, la population locale réagit. D’après une version des événements, Eyadema Mugugu, un jeune négociant en minerais originaire de Nduma qui avait été l’un des principaux partisans de Musumbu, se rendit dans le sud de Shabunda pour obtenir des conseils et se procurer le *dawa* magique auprès de son ancien leader. D’après d’autres récits,

.....

19 Rapport interne de la MONUC, «Special report on MONUC Bukavu (PAS) mission to Shabunda and Lulingu (South Kivu) on 29–30 November 2007», détenu dans les dossiers du Projet Usalama.

20 Entretien mené dans le cadre du Projet Usalama avec Albert Mutima Muba, Katatwa, 9 décembre 2012. Ce témoignage est largement confirmé par d’autres sources.

Eyadema aurait obtenu son premier lot de *dawa* auprès des Maï-Maï d'Amuli Yakutumba dans le territoire de Fizi.²¹ Des réseaux de combattants démobilisés et de creuseurs artisanaux semblent avoir joué un rôle particulièrement important dans la mobilisation d'Eyadema mais, du moins au départ, la principale motivation était l'autodéfense. Mutima, homme d'âge avancé, ancien principal du lycée de Nyambembe, situé non loin de là, a décrit sa propre expérience:

Le commandant Cimanuka [un commandant des FDLR] est venu à Nyambembe et a réclamé 10 000 \$ et 30 chèvres à la population locale [de Nyambembe, de Tchonka et de Lulingu] en juillet 2011 au titre de la «réconciliation». La population s'est exécutée, mais malgré cela, il a ensuite pillé le village. Il a expliqué que le gouvernement avait donné l'Est au Rwandais, et qu'il leur appartenait désormais. J'y étais! J'étais enseignant dans l'école locale. J'ai donné 6 000 francs congolais, tous les enseignants ont réuni 30 \$. Mais ce n'était pas assez! Ils sont revenus mettre à sac le village et l'ont incendié.²²

Comme Musumbu l'avait fait en 2005, les Raïa Mutomboki sous Eyadema réussirent là où l'armée congolaise avait échoué: début 2012, ils avaient réussi à chasser la quasi-totalité des dernières troupes FDLR du nord de Shabunda. Cet élément est souvent souligné par les habitants de la région.

Le troisième groupe à apparaître à Shabunda était le plus opportuniste et le plus morcelé de tous. Il fut au départ lancé par des officiers Rega de l'armée congolaise qui désapprouvaient le traitement qui leur était réservé. Les transfuges provenaient pour la plupart de la 11^{ème} brigade intégrée, qui comptait un bataillon entier d'officiers sans emploi, appelé *bataillon cadre*, créé par l'armée congolaise dans le but de rassembler

.....
21 Correspondance électronique avec un agent de l'ONU, 8 juin 2012; Projet Usalama, personne interrogée n° 404, Bukavu, 5 décembre 2012.

22 Entretien mené dans le cadre du Projet Usalama avec Mutima, Katatwa, 9 décembre 2012.

les officiers qui n'avaient pas les contacts, le niveau d'instruction ou l'aptitude physique nécessaires pour obtenir un déploiement plus lucratif. «*C'était ridicule*», s'est souvenu l'un des officiers du bataillon. «*Les lieutenants et les capitaines étaient des fantassins, les chefs d'escadron des commandants de peloton. C'était humiliant.*»²³ Parmi eux figuraient plusieurs officiers Maï-Maï Rega qui avaient été marginalisés, pour reprendre leur expression, en raison de leur ethnicité par l'ancien leader Maï-Maï, le général Padiri, qui venait de Bunyakiri et était de l'ethnie Tembo.

Ceux qui considéraient avec bienveillance ces officiers affirment que c'est ce mauvais traitement dont ils faisaient l'objet qui les incita à faire défection. Plusieurs sources suggèrent que la mutuelle Lega-Lusu, une organisation communautaire ethnique basée à Bukavu, encouragea ces officiers à retourner à Shabunda pour protéger la population des FDLR pendant la régimentation.²⁴ Cependant, d'après l'armée congolaise, un élément important incitait au départ: nombre des déserteurs devaient s'expliquer devant un tribunal militaire.²⁵

Le premier à faire défection fut le lieutenant Musolwa Kangela, qui se rendit à Mulungu début 2011. Il fut suivi de plusieurs autres officiers, les plus éminents d'entre eux étant les commandants Donat Kengwa Omari et Ngandu Lundimu. Bien que ces officiers n'aient pas fait défection ensemble, il convient de noter que, fin 2012, la plupart d'entre eux s'étaient rassemblés dans le nord-est de Shabunda, à proximité de leurs villages d'origine. Deux autres leaders rejoignirent ce regroupement diffus de commandants: Wangozi Pascal, dit Sisawa, et Daniel Meshe. Ces défections entraînèrent des tensions croissantes entre les Raïa Mutomboki et les FARDC. Lorsque le premier régiment FARDC retourna à Shabunda en juillet 2011, une réunion fut organisée à Lulingu avec les Raïa Mutomboki afin de les démobiliser et de leur demander de retourner à la vie civile. Les Raïa Mutomboki s'y refusèrent, affirmant

.....
 23 Projet Usalama, personne interrogée n° 408, Bukavu, 7 décembre 2012.

24 Projet Usalama, personne interrogée n° 405, Bukavu, 5 décembre 2012.

25 Projet Usalama, personne interrogée n° 402, Bukavu, 6 décembre 2012.

que les FARDC ne s'intéressaient qu'à l'exploitation des ressources naturelles et non pas à la protection de la population. Des débats houleux se conclurent par des affrontements armés. En octobre 2011, le commandant Donat, s'adressant à la population de Tshonka, déclara qu'il ne laisserait que les troupes des FARDC non rwandophones se déployer dans le territoire de Shabunda.

Selon la plupart des témoignages, Sisawa était un ancien mineur et jeune soldat de base travaillant avec Eyadema qui décida de voler de ses propres ailes. Il avait deux gros avantages: sa mère était célèbre pour la sorcellerie qu'elle pratiquait et elle disposait d'un *dawa* puissant; et il était un combattant courageux, «*que l'on trouvait toujours au front lors des opérations militaires*», comme l'a déclaré un leader de la société civile.²⁶ Meshe, en revanche, était tombé dans la politique de milice par accident. Ancien membre de l'entourage du Président Laurent Kabila, il avait regagné l'Allemagne après l'assassinat de Kabila en 2001. Il retourna en RDC en 2011 pour exploiter l'or dans son village natal, Mulanga, au nord-est de Shabunda. Cette activité s'étant soldée par un échec en raison de l'insécurité provoquée par les FDLR, il décida de lancer son propre groupe armé. Aidé par ses réseaux d'élite et un bon niveau d'instruction, il devint rapidement le cerveau de Sisawa, même si l'indiscipline des troupes de ce dernier causa des frictions en interne.

Fin 2012, Meshe et Sisawa contrôlaient l'axe Chulwe-Kigulube, tandis que Ngandu et Kengwa s'étaient déployés depuis Nzovu vers la frontière avec le territoire de Kabare. Pour se distinguer, le groupe de Sisawa prit le nom de Raïa Tujigombœ («Citoyens, libérons-nous») et parfois même de TP Mazembe, en hommage à une équipe de football congolaise populaire. Les alliances parmi ces groupes évoluèrent sans cesse mais, début février 2013, toutes les factions du nord de Shabunda, y compris celle de Kikuni, se réunirent à Kigulube pour tenter de mettre en place une structure commune.

.....
 26 Projet Usalama, personne interrogée n° 406, Kigulube, 13 décembre 2012.

Expansion vers Kalehe et affrontements avec les FARDC (2011–12)

Le succès que remportèrent les Raïa Mutomboki à Shabunda fut indéniable: des officiers de l'armée congolaise, des chefs locaux et des agents de l'ONU confirment tous que, fin 2011, les FDLR avaient été repoussées de nombre de leurs anciens fiefs et se retrouvaient confinées dans quelques positions situées dans l'extrême est du territoire, près des territoires de Mwenga, de Walungu et de Kabare.²⁷

C'est le groupe d'Eyadema qui s'avéra le plus zélé et le plus efficace dans son expansion. En septembre 2011 était signalée une activité des Raïa Mutomboki à Isangi, dans le territoire de Walikale, au Nord-Kivu, et au début de l'année suivante, le chef d'état-major d'Eyadema était tout près, à Katatwa et Chambucha, «à la poursuite des FDLR», comme le déclara un militant de la société civile locale.²⁸ À la fin de l'année, les Raïa Mutomboki s'étendaient vers le sud, dans le territoire de Kalehe.

Cette initiative constituait un véritable défi pour les Raïa Mutomboki car, pour la première fois, ils avançaient dans des zones habitées en grande partie par d'autres communautés ethniques, où d'autres groupes armés étaient déjà actifs ou bien où une tradition de résistance armée s'était développée. Mais ces obstacles ne freinèrent par le mouvement, ce qui témoigne bien des capacités d'expansion des Raïa Mutomboki. Dans les zones touchées par les FDLR, le mouvement reçut même un accueil enthousiaste, notamment de la part de combattants Maï-Maï démobilisés pour qui les nouveaux arrivants offraient une occasion unique d'améliorer leur propre position. Mais alors que le groupe armé s'étendait dans le territoire de Kalehe, il devint partie intégrante des luttes de pouvoir locales, aggravant ainsi les problèmes sécuritaires.

D'après des sources locales, l'afflux de personnes déplacées internes (PDI) en provenance de Shabunda, conséquence des affrontements

.....
 27 Projet Usalama, personnes interrogées n° 403, Bukavu, 10 février 2012, et n° 402, Bukavu, 3 décembre 2012; MONUSCO, «South Kivu DDRRR Report», 30 octobre 2011.

28 Projet Usalama, personne interrogée n° 409, Hombo, 9 décembre 2012.

entre les FDLR et les Raïa Mutomboki, précéda l'expansion du groupe à Kalehe. Elles signalent ainsi des attaques perpétrées par les FDLR qui rendirent la population locale encore plus vigilante à l'égard de tout regain de violence émanant des FDLR qui, dans plusieurs régions, avaient établi une certaine forme de cohabitation avec la population locale. Mais l'arrivée des premiers éléments Raïa Mutomboki dans ces territoires offrit à la population locale l'occasion de se débarrasser des FDLR. Pour les Raïa Mutomboki, les objectifs de leurs opérations restaient les mêmes qu'à Shabunda: débarrasser la région des FDLR, protéger la population locale et faciliter son retour dans les zones précédemment occupées par des éléments FDLR.

Les territoires de Kalehe et de Walikale connurent trois phases distinctes: l'expansion des zones d'opération du groupe d'Eyadema; leur implantation au sein de la communauté Tembo locale; et l'intégration de diverses milices Maï-Maï. En bref, pendant cette période, le mouvement passa d'un ensemble diffus de groupes d'autodéfense n'entretenant guère de relations entre eux à un mouvement armé plus structuré qui allait être étroitement lié à, et impliqué dans, la dynamique du pouvoir local.

Cette expansion démarra en novembre 2011, lorsque le groupement de Kalonge assista à une incursion de plusieurs groupes FDLR qui tentaient d'échapper aux attaques lancées par les Raïa Mutomboki à Shabunda. La plupart de ces éléments FDLR poursuivirent leur route en direction de la région de Bunyakiri, de la forêt d'Ekingi et du sud-est de Walikale pour tenter de se protéger des attaques des Raïa Mutomboki. Cependant, leur arrivée fit immédiatement craindre à la population locale un regain de violence—crainte qui favorisa l'expansion des Raïa Mutomboki. Après l'arrivée d'un petit groupe de Raïa Mutomboki à Kalonge—où les Raïa Mutomboki s'étaient d'abord implantés dans les villages de Bisisi, de Chibinda Mutale, de Chaminunu, de Chifunzi et de Fendula, avant d'établir leur quartier général local à Bisisi et Mutale—, ses leaders commencèrent à recruter des jeunes gens locaux en leur disant qu'ils devaient s'organiser contre les représailles que les FDLR ne tarderaient pas à lancer. L'un d'entre eux déclara ainsi à la population locale:

Si nous sommes venus à Kalonge, c'est pour pourchasser les FDLR, qui depuis longtemps massacrent la population congolaise. Notre mission n'est pas de rester à Kalonge. Par conséquent, les jeunes de Kalonge doivent se prendre en main pour éradiquer le réseau FDLR de leur région, comme ils l'ont fait à Shabunda.²⁹

Ils ajoutèrent que personne n'avait quoi que ce soit à craindre des combats puisque la *dawa* les protégerait; par ailleurs, les jeunes gens étaient libres de rejoindre et de quitter le mouvement comme ils l'entendaient.

Dès leur arrivée, les Raïa Mutomboki réussirent à s'assurer du large soutien de la population locale, composée presque exclusivement de Tembo, mais aussi du leadership coutumier local. La souplesse de la structure du mouvement, la flexibilité inédite donnée aux membres en leur permettant de choisir de le rejoindre ou de le quitter (très différente des milices Maï-Maï plus coercitives qui avaient précédemment opéré dans la région), l'accent direct placé sur la protection locale et son discours patriotique sont autant d'atouts qui firent des Raïa Mutomboki une force indéniable. Les leaders coutumiers locaux accueillirent favorablement le mouvement et aidèrent à mobiliser les jeunes, à fournir des ressources et à offrir des conseils avant d'aller au combat. Les hommes politiques locaux apportèrent eux aussi leur soutien, mais de manière bien plus clandestine et, dans la plupart des cas, pour servir directement leurs propres programmes ou les luttes de pouvoir coutumier. Mais l'aspect clé de cette mobilisation fut la prévalence des Maï-Maï démobilisés, pour qui cette région de Kalehe avait constitué un bastion pendant la guerre du RCD. À Kalonge, puis dans d'autres zones de Kalehe, les Maï-Maï démobilisés ou déserteurs devinrent l'épine dorsale du mouvement.

Début 2012, les Raïa Mutomboki étendirent leurs opérations anti-FDLR à Bunyakiri. D'après des sources locales, des combattants Maï-Maï démobilisés qui avaient été en contact avec des unités Raïa Mutomboki à

.....
 29 Projet Usalama, personne interrogée n° 418, Kalonge, 14 décembre 2012.

Kalonge furent les premiers à appeler les jeunes de Bunyakiri à rejoindre le groupe.³⁰ D'autres campagnes de mobilisation s'ensuivirent et une première opération fut lancée en janvier 2012 dans la forêt de Mangaa, où tout un village FDLR fut détruit et ses habitants massacrés. À leur retour à Kalonge, les FDLR tuèrent plusieurs combattants des Raïa Mutomboki dans une embuscade, dont les deux anciennes recrues Maï-Maï qui avaient lancé la campagne de mobilisation à Bunyakiri. Cela renforça immédiatement l'attrait des Raïa Mutomboki à Bunyakiri, incitant de nombreux autres jeunes à rejoindre leurs rangs. La mobilisation était alimentée par un cercle vicieux—ou vertueux, pour certains leaders locaux: les attaques des Raïa Mutomboki infligèrent des pertes considérables parmi les FDLR, d'où des actes de représailles qui, à leur tour, suscitérent un nouvel élan de mobilisation.

En janvier 2012, par exemple, les FDLR tuèrent 3 civils à Lumendje³¹, ce qui poussa les jeunes de la région à prendre les armes; lors de représailles, plus de 20 membres des FDLR furent tués. Le 14 mai 2012, les FDLR tuèrent plus de 30 civils à Kamananga, un village situé le long de la route reliant Bunyakiri à Hombo. Ce massacre marqua un tournant dans le développement des Raïa Mutomboki: il laissa des séquelles psychologiques parmi les habitants, en incitant de nombreux à rejoindre le mouvement, qui considéraient qu'il s'agissait d'une mesure de dernier recours pour assurer leur protection. Cette attaque fut également présentée comme une nouvelle preuve du manque de volonté de la MONUSCO de protéger la population et généra une tension profonde

.....
 30 Projet Usalama, personne interrogée n° 419, Kalonge, 14 décembre 2012.

31 Début 2012, les FDLR ont attaqué plusieurs villages situés aux alentours de Nzofu après avoir appris que les Raïa Mutomboki avaient quitté la région pour retrouver la trace des FDLR à Kalehe. Des éléments FDLR de Kalonge et de Kalehe ont voulu donner une leçon à la population de Nzofu qui avait soutenu les Raïa Mutomboki et, le 1er janvier, ont tué huit personnes dans le village de Mugabilo, neuf dans le village de Mpamba et six dans le village de Luyuyu. Le lendemain, 11 personnes ont été tuées dans le village de Ngolombe; ce dernier assassinat s'est produit à proximité d'un campement FARDC, ce qui, pour la population, prouvait une fois de plus que les FARDC n'essayaient aucunement de la protéger.

entre les Casques bleus de l'ONU et la population locale, d'autant plus que les Casques bleus disposaient d'une base temporaire à moins d'un kilomètre de là. Le massacre de Kamananga provoqua une attaque contre la base de l'ONU, au cours de laquelle plusieurs Casques bleus furent blessés.

Au moment du massacre de Kamananga, les Raïa Mutomboki avaient déjà atteint les régions situées dans le sud du territoire de Walikale, au Nord-Kivu, où des massacres FDLR avaient également incité la population locale à soutenir le mouvement. Le manque de protection conférée par les FARDC, dont la présence était minime dans la région, facilita le développement des Raïa Mutomboki en tant que principale force de protection. En avril 2012, des unités Raïa Mutomboki montèrent une opération considérable pour démanteler les campements FDLR de Shario et de Lukaraba (territoire de Walikale), où se concentraient de nombreuses familles de membres des FDLR. Certaines des FDLR qui échappèrent aux attaques s'enfuirent vers Ziralo, dans l'espoir d'y recevoir la protection d'un autre groupe Maï-Maï dirigé par Kirikicho Mirimba, qui avait petit à petit établi des liens solides avec les FDLR. Lorsque Kirikicho apprit que des unités Raïa Mutomboki avançaient vers Ziralo et que sa propre survie était menacée, il lança d'abord une attaque contre elles, mais finit par conclure une alliance provisoire—les Raïa Mutomboki ayant réclamé, d'après certains témoignages, qu'il abandonne son rang de général et mette un terme à sa collaboration avec les FDLR.

Tout comme à Shabunda, la mouvance des alliances militaires explique en partie la brutalité qui caractérisa les combats, les FDLR se sentant trahies par leurs anciens alliés. Kirikicho disposait dans son groupe d'officiers FDLR qui avaient été intégrés, et cette confrontation provoqua une lutte intestine, Kirikicho finissant par tuer son chef d'état-major FDLR. Mais l'alliance de Kirikicho avec les Raïa Mutomboki n'allait être que de courte durée. Lorsque les Raïa Mutomboki s'emparèrent du contrôle de Ziralo, Kirikicho joignit ses forces à celles des commandants de Kifuafua, lesquels, après une collaboration initiale, certes limitée, s'étaient eux aussi distancés des Raïa Mutomboki dans le sud de Walikale.

Fin juillet 2012, les Raïa Mutomboki étaient actifs à Kalonge, à

Bunyakiri, à Ziralo, dans le sud de Walikale et dans certaines régions de Masisi. Alors que le mouvement se développait et que ses effectifs grandissaient, les commandants tentèrent de renforcer son organisation interne. «Chaque village a besoin d'un chef; *chaque rébellion a besoin d'un commandement*», déclara le chef d'état-major d'Eyadema, Mutima. «*Il nous fallait nous assurer du maintien de la discipline.*»³² Si, au début du mouvement à Kalehe, il était difficile de faire la distinction entre les membres des Raïa Mutomboki et le reste de la population, il convient de noter que plus ou moins à partir de juillet 2012, plusieurs postes de commandement furent instaurés, les commandants étant soit de Shabunda, soit recrutés localement parmi les anciens combattants Maï-Maï.

Une fois que les FDLR avaient été évacuées de Bunyakiri, les combattants des Raïa Mutomboki organisèrent des patrouilles dans les centres urbains, d'abord de manière hésitante et seulement la nuit, puis également pendant la journée. Au fur et à mesure de leur développement—ayant saisi certaines armes qui avaient appartenu aux FDLR et en ayant obtenu d'autres par le biais de soldats démobilisés—, leurs relations avec l'armée congolaise devinrent elles aussi tendues. Des commandants des FARDC tentèrent de limiter le pouvoir militaire du mouvement voire d'arrêter certains de ces membres, ce qui conduisit à des affrontements armés. En novembre 2012, le groupe des Raïa Mutomboki empêcha une délégation de membres des autorités provinciales du Nord-Kivu de passer et confisqua une quantité importante d'armes et de munitions. Les autorités transféraient le siège de leurs activités de Goma à Beni via Bukavu, le M23 poursuivant sa progression vers la capitale du Nord-Kivu. Lors de cet incident, les Raïa Mutomboki s'autoproclamèrent seule autorité légitime et insistèrent pour que la délégation demande l'autorisation formelle de passer. Le lendemain, la délégation retourna à Bukavu escortée des FARDC—après avoir perdu ses armes et une grande partie de ses effets personnels. Une nouvelle tentative visant à arrêter la délégation avant

.....

32 Entretien mené dans le cadre du Projet Usalama avec Albert Mutima Muba, Katatwa, 9 décembre 2012.

qu'elle ne pénètre dans le Parc national de Kahuzi-Biega échoua. Il était déjà manifeste qu'une lutte de pouvoir entre les Raïa Mutomboki et les FARDC se préparait, qui allait amener de nouveaux affrontements.

Une autre confrontation militaire sérieuse commença le 30 décembre 2012, lorsqu'une patrouille de l'armée congolaise tenta de désarmer un groupe de Raïa Mutomboki qui patrouillait dans la région de Bunyakiri. Des combats s'ensuivirent, au cours desquels le commandant en second du 902ème régiment de l'armée fut tué. Malgré des efforts de médiation, les combats se poursuivirent en février 2013 à Bunyakiri ainsi qu'à Walikale et Walungu.

Dans l'espoir de réduire le pouvoir du mouvement, les FARDC essayèrent de semer la discorde entre les membres Rega et Tembo des Raïa Mutomboki. Le 10 janvier 2013, des officiers de l'armée d'origine Tembo rencontrèrent des leaders locaux des Raïa Mutomboki et leur demandèrent instamment de s'intégrer dans l'armée ou de se désarmer, faisant valoir que les Raïa Mutomboki étaient un mouvement Rega qui ne ferait qu'infliger de nouvelles souffrances à la population locale. À l'issue de ces pourparlers, le chef d'état-major d'Eyadema, Mutima Muba, lui-même Rega, fut prié de retourner à Shabunda. Certaines factions Raïa Mutomboki réagirent de manière positive, bien qu'hésitante, à l'appel à l'intégration qui leur fut lancé—même si elles ne sont toujours pas passées à l'acte. Mais des factions placées sous le contrôle d'anciens combattants Maï-Maï et les unités stationnées à Kalonge résistèrent aux efforts de démobilisation.

Début 2013, le mouvement des Raïa Mutomboki fut confronté à diverses divisions à Kalehe et Walikale suite à des tensions croissantes entre les commandants Rega et les recrues Tembo autour de la stratégie du mouvement, son impact sur la société locale, ainsi qu'à des tensions croissantes entre d'anciens commandants Maï-Maï et de nouvelles recrues concernant les postes de leadership auxquels elles pensaient pouvoir prétendre. Par ailleurs, si une grande partie des communautés locales acceptaient que le groupe ait réussi à chasser les FDLR, le mouvement était de plus en plus perçu par ces communautés comme une menace à leur sécurité plutôt qu'une force de protection. En mars 2013,

un nouvel effort fut consenti dans le but d'instaurer une structure locale plus autonome des Raïa Mutomboki, les anciens combattants Maï-Maï se voyant confier des postes de commandement. Mais pour la population locale et les pouvoirs publics, la milice était de plus en plus considérée comme une menace considérable à la sécurité et à la stabilité locales.

Violence ethnique à Masisi (2012–13)

Le chapitre le plus sanglant de toute l'histoire des Raïa Mutomboki eut sans doute lieu dans le sud de Masisi entre avril et septembre 2012, lorsque la bataille entre les Raïa Mutomboki et les FDLR s'étendit à des zones habitées par une importante population Hutu congolaise. La stratégie des Raïa Mutomboki, exacerbée par des tensions communales locales anciennes, se solda par le massacre de plus de 200 personnes. Un rapport du Bureau du Haut-Commissariat aux droits de l'homme de l'ONU, l'enquête la plus sérieuse consacrée aux violences dans le sud de Masisi sur cette période, précise que ce bilan constitue probablement une sous-estimation.³³

Le sud-ouest de Masisi avait été un bastion des FDLR pendant de longues années. C'est là que se trouvait leur principal quartier général, et nombre de leurs familles vivaient dans ces collines reculées et fertiles. C'était un endroit stratégique, le Sud-Kivu et les régions riches en minerais de Walikale et de Kalehe se trouvant tout près. Surtout, ces régions comptaient une très importante population Hutu, et les FDLR avaient noué des alliances avec les élites et milices Hutu locales. Pendant la guerre du RCD, de 1998 à 2003, les FDLR avaient largement collaboré avec le chef autoproclamé du secteur de Katoyi, Bigembe Turinkinko, et son groupe armé des Mongols.³⁴

.....

33 Bureau du Haut-Commissariat aux droits de l'homme de l'ONU (OHCHR), «Rapport du Bureau conjoint des Nations Unies aux droits de l'homme sur les violations des droits de l'homme commises par des groupes armés lors d'attaques de villages dans les groupements Ufamandu I et II, Nyamaboko I et II et Kibabi, territoire de Masisi, province du Nord-Kivu, entre avril et septembre 2012», 14 novembre 2012.

34 Stearns, *PARECO*, p. 17–18.

L'arrivée des Raïa Mutomboki dans la région bouleversa l'équilibre délicat qui avait été établi au cours de la décennie précédente. Le sud de Masisi—et plus spécifiquement les groupements d'Ufamandu I et II et de Nyamaboko I et II—est ethniquement plus hétérogène que le reste du territoire, une population Tembo et Hunde importante étant souvent en conflit avec les communautés Hutu et Tutsi. Les Tutsi sont perçus comme des immigrants, nombre d'entre eux n'étant arrivés que dans les années 1970 depuis d'autres régions surpeuplées de Masisi, ainsi que depuis Goma après l'éruption du volcan en 1977.³⁵ Dans cette région, le pouvoir coutumier se trouve entre les mains des Hunde et des Tembo, qui se considèrent autochtones; de nombreux Hutu sont ainsi inquiets quant à la question de l'accès aux titres fonciers coutumiers.

Cependant, dans le contexte militaire, la région avait été relativement unie jusqu'à l'arrivée des Raïa Mutomboki. Des milices Hutu collaborèrent avec les FDLR, tout comme les Maï-Maï Kifuafua, à majorité Tembo et qui contrôlent une grande partie des groupements d'Ufamandu I et II. «*Nous n'avions pas d'autre choix*», a commenté Limenzi Kanganga dit «le coupeur de ponts», commandant adjoint des Kifuafua. «*Ils étaient trop forts.*»³⁶

Avec l'arrivée des Raïa Mutomboki, l'équilibre des forces fut chamboulé, des commandants Rega réussissant à convaincre les Tembo de se ranger de leur côté lors de la bataille contre les rebelles Hutu. Ce changement fut manifeste à Chambucha (Walikale), lorsque les Raïa Mutomboki commencèrent à préparer leur arrivée dans le territoire Tembo en traversant la route Bukavu-Kisangani à la poursuite des FDLR. Le 20 avril 2012, les FDLR convièrent des chefs Tembo locaux et des commandants Kifuafua à une réunion à Karaba. D'après un participant, le commandant des FDLR qui présidait la réunion déclara: «*Cela fait un an que nous combattons les Raïa Mutomboki à Shabunda. Nous les connaissons, eux, et le trouble qu'ils*

.....
35 Stearns, *Nord-Kivu*, p. 16–22.

36 Entretien mené dans le cadre du Projet Usalama avec Limenzi Kanganga, Chambucha, 8 décembre 2012.

vont venir semer ici. Sachez que si vous les rejoignez, vous n'en retirerez que la mort et la destruction.»³⁷ Effrayés par ces menaces, les leaders locaux retournèrent à Chambucha, près de la zone contrôlée par les Raïa Mutomboki, en demandant aux commandants Rega de ne pas pénétrer sur leur territoire. Ce cessez-le-feu précaire étant cependant voué à l'échec, d'autant plus que les deux forces militaires entretenaient peu de relations avec la société locale. Le 28 avril 2012, les FDLR attaquèrent Chambucha, soi-disant en réaction au meurtre évoqué ci-dessus de membres des familles de soldats FDLR à Shalio, provoquant ainsi un recrutement massif de jeunes Tembo dans les rangs Raïa Mutomboki. «*Tous les gamins de notre village sont allés à Katatwa, où les Rega avaient leur dawa, et ont été initiés au mouvement*», s'est souvenu un ancien du village à Chambucha.³⁸

Les Kifuafua en firent bientôt autant et prirent le nom de Raïa Mutomboki, ayant constaté que leur alliance avec les FDLR ne les rendrait aucunement populaire auprès de la population locale. «*Les FDLR n'avaient pas confiance en nous, ils croyaient que nous étions des Raïa Mutomboki*», a déclaré Limenzi, «*et les jeunes du coin voulaient tous se battre contre eux.*»³⁹ Cependant, des entretiens avec des anciens suggèrent que les principaux responsables des Kifuafua placés sous l'autorité du colonel Delphin Mbaenda considéraient que les Raïa Mutomboki leur permettraient d'améliorer leur réputation, d'étoffer leurs rangs avec de nouvelles recrues et d'accroître leur puissance militaire grâce à un nouveau *dawa*. «*Delphin a pris le dawa parce qu'il suscitait un véritable engouement dans cette région, tous les jeunes voulaient l'avoir pour pouvoir se battre*», a commenté l'un d'entre eux.⁴⁰ Delphin fit de son propre fils l'un des sorciers déployés auprès des troupes Raïa Mutomboki dans la région.⁴¹ Deux commandants Kifuafua

37 Projet Usalama, personne interrogée n° 410, Chambucha, 9 décembre 2012.

38 Projet Usalama, personne interrogée n° 410, Hombo, 10 décembre 2012.

39 Entretien mené dans le cadre du Projet Usalama avec Limenzi Kanganga, Chambucha, 8 décembre 2012.

40 Projet Usalama, personne interrogée n° 409, Hombo, 9 décembre 2012.

41 Projet Usalama, personne interrogée n° 405, Minova, 16 février 2013.

qui refusèrent de soutenir le groupe furent contraints de quitter les Kifuafua; l'un d'eux, Jeremy, fut tué lors d'affrontements armés avec les Raïa Mutomboki en mai 2012.

Néanmoins, le fait que, le 7 mai 2012, Limenzi ait assisté à Kiterema à une réunion dans le but de renouer des relations avec les FDLR suggère que d'autres commandants des Raïa Mutomboki de Shabunda jouaient réellement un rôle dominant et que les Kifuafua se contentaient de les suivre. «*Pour ne pas éveiller de soupçons sur le fait que les Kifuafua collaboraient avec les Raïa Mutomboki, nous avons convenu de patrouilles conjointes*», a évoqué Justin Kahasha, chef intérimaire du groupement d'Ufamandu II, se plaignant de ce que les FDLR avaient violé l'accord.⁴²

Après une première altercation à Chambucha, les Raïa Mutomboki se répandirent rapidement dans le territoire de Masisi; des meurtres commis en représailles furent enregistrés jusqu'à Remeka fin mai. Tous les villages situés entre Mbeshembeshe et Remeka—le quartier général administratif des groupements d'Ufamandu I et II respectivement—furent incendiés, de même que 11 villages du groupement de Nyamaboko I et II.⁴³ Les violences s'aggravèrent lorsque l'armée congolaise décida en avril 2012 de retirer ses troupes de cette zone pour renforcer ses positions contre la rébellion du M23 à Rutshuru et au nord de Masisi. Comme cela avait été le cas à Shabunda pendant le processus de régimentation, cette décision provoqua un vide que d'autres groupes armés cherchèrent à remplir.

L'offensive des Raïa Mutomboki renforça la collaboration entre les groupes armés Hutu rwandais et congolais, les FDLR s'alliant aux Nyatura, milice majoritairement Hutu basée dans les hautes plaines de Kalehe et de Masisi et dirigée par des déserteurs de l'armée congolaise.⁴⁴ Ces unités commirent elles aussi des exactions; une enquête de

42 Entretien mené dans le cadre du Projet Usalama avec Justin Kahasha, Mbeshembeshe, 18 décembre 2012.

43 OHCHR, «Rapport sur les violations des droits de l'homme commises par des groupes armés», p. 12.

44 Stearns, PARECO, p. 43–48.

l'ONU conclut que tandis que les Raïa Mutomboki attaquaient dans le but précis de tuer des civils, la coalition FDLR/Nyatura incendiait des villages et avait tué au moins 143 civils d'avril à octobre 2012.⁴⁵ Lorsque le haut commandement des FDLR décida en avril et mai de quitter son fief dans le sud de Masisi en raison des attaques perpétrées par les Raïa Mutomboki, certaines troupes FDLR rejoignirent des groupes Nyatura.

L'un des aspects les plus controversés des offensives lancées par les Raïa Mutomboki dans cette région est leur collaboration avec des commandants du M23, et en particulier le colonel Eric Badege, Tutsi d'Ufamandu I qui quitta les FARDC fin juillet 2012. Badege se rendit dans le sud de Masisi, où il prit contact avec les commandants Raïa Mutomboki et Kifuafua locaux, faisant valoir qu'ils avaient tous les deux les mêmes ennemis Hutu et qu'il les aiderait à trouver les caches d'armes que le CNDP avait abandonnées aux alentours de Ngungu. D'après le Groupe d'experts des Nations Unies, plusieurs sources signalent que des officiers proches de Badege avaient préparé le terrain pour sa défection et sa collaboration avec les leaders Tembo quelques mois auparavant, notamment en fournissant à ces derniers des armes et des munitions.⁴⁶ Ces leaders furent également persuadés par de l'argent versé comptant, ainsi que par la réaction brutale de la milice Hutu qui avait commencé à allier ses forces à celles des FDLR contre les Raïa Mutomboki. «*Pour les Tembo, la priorité était de combattre les Hutu. S'il fallait pour cela s'allier brièvement avec le M23, c'était acceptable*», a déclaré un leader de la société civile locale.⁴⁷

Les Raïa Mutomboki collaborèrent avec Badege lors d'une attaque ciblant Ngungu le 27 août 2012, mais cette collaboration opportuniste ne fut que de courte durée. D'autres tentatives de collaboration eurent

.....

45 OHCHR, «Rapport sur les violations des droits de l'homme commises par des groupes armés», p. 10–12

46 Conseil de sécurité de l'ONU, S/2012/843, «Rapport final du Groupe d'experts sur la RDC créé en application du paragraphe 4 de la résolution 2021 du Conseil de sécurité (2011)», 15 novembre 2012.

47 Projet Usalama, personne interrogée n° 405, Minova, 15 février 2013.

également lieu entre le colonel Albert Kahasha, transfuge des FARDC et allié du M23, et des factions Raïa Mutomboki basées dans l'est de Shabunda, mais celles-ci firent également long feu. Globalement, tous les Raïa Mutomboki interrogés pour les besoins du présent rapport ont vivement dénoncé la rébellion du M23, tandis que les troupes ordinaires ont employé des termes virulents à l'encontre du M23 et de la communauté Tutsi en général.

Les combats dans le sud de Masisi finirent par se calmer à l'issue de pourparlers de paix entre les Raïa Mutomboki et les Nyatura en octobre et novembre 2012, facilités par des leaders politiques de Goma et des chefs locaux. Ces pourparlers furent ensuite soutenus par un accord plus formel le 5 février, qui n'inclut aucune des factions Raïa Mutomboki mentionnées précédemment mais qui impliqua les Nyatura, ainsi qu'un groupe appelé les Forces de défense congolaise (FDC), qui lui aussi emprunte parfois le nom de Raïa Mutomboki.⁴⁸ Petit à petit, l'ancien commandement Kifuafua se distanca des Raïa Mutomboki, niant avoir jamais collaboré avec eux.

.....

48 L'accord de paix de Masisi a été signé par l'Alliance des patriotes pour un Congo libre et souverain (APCLS), les Nyatura du colonel Kapopi et les Forces de défense congolaise du colonel Bwira.

3. Analyse de l'émergence et de la réussite des Raïa Mutomboki

Les Raïa Mutomboki constituent un défi pour les analystes: il s'agit en effet d'un groupe armé originaire d'une zone rurale mais qui a réussi à franchir les frontières ethniques et à s'étendre sur plusieurs centaines de kilomètres. Il est décentralisé, indiscipliné et sa chaîne de commandement manque de clarté—mais il est parvenu à éliminer les FDLR, l'une des forces militaires les plus puissantes de la région, de leurs anciens fiefs. En outre, ce groupe offre un contraste saisissant avec le type de mobilisation descendante incarné par le M23 ou les PARECO, une idéologie simple et des références à des rituels locaux jouant un rôle plus important que les élites urbaines dans sa mobilisation et sa cohésion interne.

Bien que semblant tourné sur lui-même, le groupe des Raïa Mutomboki fut créé et, surtout, devint en 2011 un mouvement militaire puissant en relation étroite avec des tendances nationales et régionales—le moteur le plus évident étant l'insécurité persistante, notamment les exactions des FDLR. L'existence des FDLR ne suffit toutefois pas à inciter à la mobilisation; après tout, les FDLR sont présentes dans tout l'est du Congo et entretiennent de bonnes relations avec certaines communautés.

Il est ironique de souligner que la violence est en partie le résultat des développements politiques et sécuritaires tumultueux provoqués par les différents processus de paix lancés depuis 2003: d'abord, le départ des Maï-Maï de nombreuses zones rurales sur la période 2004–6 pour intégrer l'armée nationale, et l'isolement des FDLR pendant la transition; ensuite, le lancement d'opérations militaires de grande ampleur (*Umoja Wetu* et *Kimia II*) contre les FDLR visant un rapprochement entre le Congo et le Rwanda, qui se concrétisa fin 2008; et, enfin, le vide sécuritaire dû au processus de régimentation, lui-même conçu comme une solution au parti pris pro-CNDP au sein de l'armée congolaise. Cette histoire doit servir d'avertissement pour les futurs processus de paix,

notamment ceux qui seront instaurés à l'issue d'opérations militaires.

L'histoire des Raïa Mutomboki—comme celle de nombreux autres groupes armés de l'est et du nord-est du Congo—souligne également le peu d'attention qui est consacrée à la réforme de la gouvernance et à la présence de l'État dans les zones rurales, où des batailles autour du pouvoir coutumier, de l'identité et de la terre et l'absence de cadre transparent et efficace dédié à la transparence poussèrent les Raïa Mutomboki à prendre part à toute une série de conflits locaux. Par exemple, plusieurs chefs locaux de la zone rurale de Shabunda se sont plaints de la négligence affichée par le gouvernement: «*Depuis que les Raïa Mutomboki sont arrivés ici, depuis que ces massacres FDLR ont commencé, ni l'administrateur de Shabunda ni quiconque à Bukavu n'est une seule fois venu nous demander d'expliquer nos problèmes.*»⁴⁹ La faiblesse de l'État a encouragé les hommes forts locaux—les chefs coutumiers mais aussi, de plus en plus, les hommes politiques nationaux—à soutenir le groupe afin d'accroître leur influence politique.

Plusieurs facteurs caractéristiques des Raïa Mutomboki furent primordiaux pour leur réussite. Tout d'abord, le groupe s'appuya sur une mobilisation massive. Il disposait d'un noyau dévoué de leaders et de combattants, mais, pour ses opérations militaires, il lui suffisait de demander aux villageois valides de prendre les armes, la plupart d'entre eux empoignant alors une machette, une lance ou d'autres armes rudimentaires. Cela conféra un double avantage aux Raïa Mutomboki: des effectifs, et des renseignements fiables sur la localisation des FDLR. Surtout, cela rendit les FDLR vulnérables aux attaques perpétrées contre leurs personnes à charge, qui vivaient dans des camps distincts. «*C'est une bataille de guérilla contre une force de guérilla*», a déclaré un commandant des Raïa Mutomboki. «*Ils ne pouvaient pas être plus rusés que nous dans nos propres forêts.*»⁵⁰ Un lieutenant-colonel des FDLR qui se livra à la MONUSCO en mars 2011 l'a confirmé, expliquant qu'il redoutait bien plus les Raïa

49 Projet Usalama, personne interrogée n° 411, Kigulube, 12 décembre 2012.

50 Projet Usalama, personne interrogée n° 412, Evary, 13 décembre 2012.

Mutomboki que l'armée congolaise étant donné que ce premier groupe ciblait leurs femmes et leurs enfants.⁵¹

Ensuite, les Raïa Mutomboki s'appuyèrent sur des structures de pouvoir coutumier et prirent pour référence des traditions locales qui vinrent renforcer leur capacité à s'enraciner dans la société locale. Le respect de rituels locaux devint la condition à remplir pour pouvoir rejoindre le mouvement et être protégés lors des combats. Ils comptèrent également sur les chefs coutumiers pour diffuser leur message auprès de la population et mobiliser des recrues et des ressources. Dans de nombreux cas, ces chefs jouèrent aussi par endroits un rôle très actif dans le mouvement, en particulier à Bunyakiri et dans le sud de Shabunda, et plus faible dans le nord et le nord-est de Shabunda.

Cependant, les groupes armés développent souvent leurs propres dynamiques et intérêts en se détachant des forces qui leur ont donné naissance. Cela vaut aussi pour les Raïa Mutomboki, dont les membres se disputent de plus en plus le pouvoir local en s'ingérant dans la résolution et la surveillance des conflits locaux, d'où une multiplication des affrontements directs avec l'armée congolaise. Bien qu'elles le démentent, de nombreuses factions des Raïa Mutomboki ont également commencé à imposer des taxes et les abus sont de plus en plus fréquents—allant jusqu'à être perpétrés contre la population qu'ils affirment justement protéger. Ce qui avait démarré comme une force locale d'autoprotection s'est inexorablement transformé en milice.

Le programme du groupe a également été marqué par une grande souplesse. Si, au départ, il ciblait principalement les FDLR, il se positionne aujourd'hui—souvent en des termes virulents et xénophobes—comme un mouvement dont l'objectif est de protéger le pays contre toute personne qu'il juge «externe», y compris les communautés Hutu et Tutsi congolaises. Résultat: les échanges socioéconomiques traditionnels avec

.....
51 Document d'information interne et confidentiel de la MONUSCO, détenu dans les dossiers du Projet Usalama.

ces populations se sont beaucoup affaiblis dans les zones placées sous son contrôle.

Structure du mouvement

Aujourd'hui, les Raïa Mutomboki ne représentent pas un mouvement unitaire mais plutôt un ensemble de groupes armés liés uniquement par un nom commun et une idéologie s'appuyant globalement sur l'autodéfense. Début 2013, on distinguait quatre grands groupes de Raïa Mutomboki, dans le sud de Shabunda, dans le nord de Shabunda/Bunya-kiri/sud de Walikale, dans le nord-est de Shabunda et dans le sud-est de Walikale/sud de Masisi (voir annexe). Il est important de souligner qu'aucun de ces groupes ne disposait d'une chaîne de commandement cohérente. Parallèlement à ces groupes en sont apparus d'autres, inspirés par l'idéologie et la popularité des Raïa Mutomboki, des territoires de Fizi et de Mwenga dans le sud de la province du Sud-Kivu jusqu'au territoire de Pangî dans l'est de la province du Maniema.

Réseaux de soutien des Raïa Mutomboki

Comparé à d'autres groupes armés, les Raïa Mutomboki entretiennent peu de relations avec les élites nationales ou régionales, même si cela est en train de changer. Alors que le groupe se forgeait une réputation, les hommes politiques se mirent à le courtiser. L'exemple le meilleur sans doute, bien que restant ambigu, nous est donné par Anselme Enerungu, député de Kalehe et ancien commandant Maï-Maï qui a produit et distribué des vidéos à la gloire des Raïa Mutomboki et dénonçant le soutien que les FDLR recevaient, d'après lui, de l'ONU. On ignore toutefois quelle influence Enerunga ou d'autres hommes politiques eurent sur les groupes Raïa Mutomboki.

C'est la société locale qui apporta le plus grand soutien à l'insurrection: chefs coutumiers, leaders de la société civile et population en général. La manière dont ce soutien fut conféré et son ampleur varièrent cependant selon la zone d'opération—et l'étendue du soutien local évolua au fil du temps. Ainsi, dans la plupart des régions, le mouvement reçut un accueil favorable et très enthousiaste à son arrivée, mais le soutien local

s'affaiblit lorsque le groupe passa d'un rôle de protection à celui d'une force de contrôle qui taxait la population. Bunyakiri est sans doute le meilleur exemple de cette tendance et de la complexité des relations existant entre le groupe et la société locale.

Comme nous l'avons vu précédemment, dans les zones touchées par les FDLR du territoire de Kalehe, les Raïa Mutomboki exerçaient un effet magnétique sur la population locale. Des commandants Rega venus de Shabunda commencèrent par s'attirer le soutien des chefs coutumiers, d'abord à Kalonge. Ces chefs jouèrent un rôle crucial en permettant au mouvement de recruter des jeunes et en organisant des rassemblements populaires pour expliquer les objectifs du mouvement et mobiliser d'éventuels combattants.

L'expansion des Raïa Mutomboki eut des conséquences directes, alors que les attaques lancées contre les FDLR provoquaient de rudes représailles, d'où la «colère des FDLR», qui incita à son tour de nouvelles jeunes recrues à rejoindre les Raïa Mutomboki, souvent avec le soutien de leurs parents. L'autodéfense, la protection de la population et la perspective de regagner l'accès aux terres agricoles étaient les principales motivations de la plupart de ces recrues et autres partisans. Aux anciens combattants Maï-Maï, dont l'intégration dans la société locale après la démobilisation avait souvent été délicate, le groupe offrait une occasion unique d'améliorer leur statut social et leur situation économique.

Des rituels traditionnels vinrent renforcer la capacité des Raïa Mutomboki à s'enraciner dans la société locale, notamment la cérémonie du *Lutende*, également connue sous le nom de *Yando*. Traditionnellement, il s'agit d'une cérémonie d'initiation menée à la puberté avant la circoncision et qui dure plusieurs mois. Elle fut remise au goût du jour par les Raïa Mutomboki avec l'aide des chefs coutumiers et se transforma en un rituel de quelques jours seulement, mais elle devint la condition à remplir pour devenir membre du groupe et être protégé contre l'ennemi par le *dawa*. Un chef coutumier a expliqué: «Lors de la cérémonie du *Yando*, les jeunes entendent la voix de Kimbilikiti, notre esprit, le même esprit que celui qui donne sa force au *dawa*. C'est pour cela que les Raïa Mutomboki s'appellent

aussi Force Ntakulengwe, qui signifie: 'Poussez-vous de là, Kimbilikiti arrive!'»⁵²

Contrairement aux groupes armés qui ont précédemment opéré dans la région, les Raïa Mutomboki sont un mouvement ouvert, et on peut y entrer et en sortir comme on l'entend. Il s'agit également d'un mouvement relativement égalitaire avec des consignes de conduite au sein du groupe qui sont très claires, mais doté d'une faible structure de commandement ou hiérarchie. Dans plusieurs régions autour de Bunyakiri, la population locale s'est réunie pour élire ses propres commandants par acclamation populaire lorsque le groupe armé a été formé.⁵³ Le butin des conflits est souvent distribué à parts égales parmi tous les combattants. Et le fait d'être membre des Raïa Mutomboki n'exclut pas d'autres activités quotidiennes en dehors du groupe, puisqu'on ne devient pas formellement un soldat mais que l'on reste civil. Par conséquent, il est souvent difficile d'établir une distinction entre les membres des Raïa Mutomboki et le reste de la population.

Sa popularité en tant que force de protection, cependant, a évolué au fil du temps, les tentatives de restructuration du mouvement en une organisation militaire plus sophistiquée ayant transformé ses relations avec la société. Comme nous l'avons vu précédemment, cela a provoqué des affrontements avec l'armée congolaise; l'État n'ayant pas réussi à protéger la population contre les FDLR, les Raïa Mutomboki affirment être la seule force protectrice légitime et refusent d'obéir aux ordres des autorités de l'État.

Il ne fait aucun doute que les autorités locales, dont les administrateurs, les chefs de police et les services du renseignement, considèrent que la puissance grandissante du mouvement pose une menace directe; c'est pourquoi elles l'appellent à se désarmer et se démobiliser. Les administrateurs qui refusent de soutenir les Raïa Mutomboki sont de plus en plus souvent ciblés. Citons ainsi l'arrestation du chef du centre

.....
52 Projet Usalama, personne interrogée n° 410, Chambucha, 7 décembre 2012.

53 Projet Usalama, personne interrogée n° 413, Hombo, 8 décembre 2012; Projet Usalama, personne interrogée n° 414, Hombo, 7 décembre 2012.

de Kamananga, en septembre 2012, soupçonné d'avoir collaboré avec les FDLR lors d'attaques remontant à fin mai. Des cas similaires ont été signalés dans d'autres régions des territoires de Kahele et de Walikale. Les fréquents affrontements avec l'armée congolaise et les menaces proférées contre la MONUSCO font partie intégrante de cette tendance. «*Pour nous, l'armée congolaise, c'est la même chose que le M23*», a déclaré le «général» Sisawa Kindo, en référence aux nombreux officiers rwandophones qui font partie de l'armée, «*et la MONUSCO a donné des armes et des munitions aux FDLR.*»⁵⁴ Cette dernière accusation est aujourd'hui très répandue et explique pourquoi l'ONU a du mal à œuvrer dans les zones où opèrent les Raïa Mutomboki.

Ces relations tendues avec les administrateurs offrent un contraste saisissant avec les liens plus aisés que le mouvement entretient avec les autorités coutumières, qui ont souvent été le principal point de contact du leadership des Raïa Mutomboki avec les communautés locales. Les chefs coutumiers sont reconnus comme les véritables autorités politiques et sont régulièrement priés de donner des conseils. Dans certains cas, ils sont des représentants locaux actifs du groupe. Par ailleurs, ils fournissent au groupe un soutien logistique direct et des ressources, certes clandestinement dans la plupart des cas. D'après certaines sources locales, les Raïa Mutomboki de la chefferie de Buloho ont même eu le droit de percevoir des contributions auprès de la population locale.

Cette relation étroite n'est toutefois pas sans problèmes, et le meilleur exemple en est sans doute les luttes autour du leadership coutumier. La plupart de ces conflits sont très anciens. Dans de nombreuses régions des Kivus, le RCD a désigné ses propres chefs coutumiers pendant la Seconde Guerre du Congo (1998–2003), parfois au sein même de la famille en exercice, d'où des querelles qui ont perduré. Ailleurs, des conflits ont éclaté en raison de luttes de succession suite à la mort d'un chef. Les Raïa Mutomboki ont commencé à prendre parti dans ces conflits, déclenchant

.....

54 Entretien téléphonique mené dans le cadre du Projet Usalama avec le «général» Sisawa Kindo, 27 février 2013.

des altercations intestines parfois brutales. Citons le cas du groupement de Kalima dont l'ancien chef, Jacques Musikami Nzibiro II, a soutenu les Raïa Mutomboki dans le cadre de la lutte qu'il menait pour regagner le pouvoir dont l'avaient privé les aînés coutumiers, qui lui préféraient son jeune frère, Jean-Claude Musikami Ngalamira, contre la volonté de leur père. Cette question divisa les Raïa Mutomboki. De nombreux combattants Maï-Maï démobilisés rejoignirent la faction favorable à Ngalamira qui, pendant la guerre congolaise, était fidèle aux Maï-Maï de Padiri et qui réside aujourd'hui à Kinshasa, tandis que Nzibiro en incita d'autres à se ranger dans son camp. Cette militarisation des conflits coutumiers est jugée très préoccupante par la population.

De nombreux autres exemples illustrent la manière dont les Raïa Mutomboki se trouvèrent mêlés à des conflits locaux. Comme l'a constaté un observateur: *«Les Raïa Mutomboki se sont déjà transformés en juges, en administrateurs, en policiers et en chefs locaux, et ils s'occupent eux-mêmes des problèmes de la population locale.»*⁵⁵ Leur ingérence dans la résolution de conflits fonciers a été signalée à plusieurs reprises. Ailleurs, ils contraignent la population locale à participer au *salongo* («travaux d'intérêt public»). Il est vrai qu'au départ, la population apportait de son plein gré une contribution au mouvement; toutefois, dorénavant, cette contribution est devenue obligatoire dans de nombreuses zones qu'il occupe (mais pas dans toutes). Comme l'a fait remarquer un administrateur local: *«Les Raïa Mutomboki nous ont aidés avec les FDLR, certes. Mais malheureusement, ils ont résolu un problème en en créant une vingtaine d'autres.»*⁵⁶

.....

55 Projet Usalama, personne interrogée n° 420, Bulambika, 19 décembre 2012.

56 Projet Usalama, personne interrogée n° 415, Hombo, 11 décembre 2012.

4. Conclusions et considérations d'ordre politique

Dans les précédents rapports consacrés au M23, à la PARECO et à l'UPC, le Projet Usalama a mis en exergue les principaux défis politiques qui préoccupent tous les groupes armés de l'est de la RDC: un État défaillant qui entrave la résolution des conflits fonciers et coutumiers; une armée déficiente qui a créé un vide sécuritaire; et une logique politique très répandue parmi les élites, à savoir que les groupes armés servent à exercer une influence et un levier politiques. Si les Raïa Mutomboki sont assurément concernés par ces grands défis, les spécificités de ce groupe exigent une approche différente. En effet, tandis que la PARECO et le M23 sont de bons exemples de groupes armés qui ont en grande partie été créés et sont soutenus par les élites militaires et politiques, les Raïa Mutomboki restent essentiellement un mouvement de mobilisation descendante de jeunes gens en réaction aux menaces sécuritaires.

La stratégie qu'emploie actuellement l'armée congolaise à l'égard des groupes armés présents dans les Kivus repose sur une cooptation déçue. Ces quelques dernières années, et encore aujourd'hui, elle a tenté d'acheter les leaders rebelles en leur offrant de l'argent et des postes dans les rangs des FARDC; le gouvernement de Kinshasa, et surtout ses leaders militaires, considèrent cette stratégie comme le moyen le plus facile de traiter le défi posé par ces groupes armés et de réduire leur pouvoir. Cette approche n'a représenté qu'un demi-succès; dans la plupart des cas, même si les commandants quittent leur bastion, des groupuscules sont ensuite constitués par des déserteurs qui tiennent à rester dans leur région d'origine, où il leur est facile de collecter des taxes; ils sont par ailleurs réticents à l'idée de rejoindre une armée désorganisée en proie à des réseaux clientélistes, au sein de laquelle leurs capacités et leur loyauté militaires ne seraient pas appréciées.

Cette approche a également été contre-productive à d'autres titres. En effets, les efforts déployés pour tenter d'assimiler les groupes armés

font qu'aujourd'hui, non seulement l'armée se compose de milliers d'anciens rebelles, mais aussi de chaînes de commandement parallèles pouvant être à l'origine de dissensions. Le plus grave est que cette approche incite d'autant plus les opportunistes désireux de créer de nouveaux groupes armés dans l'espoir de se faire de l'argent et d'obtenir des postes militaires haut placés. *«Les groupes armés sont aujourd'hui un secteur d'activité en plein essor dans l'est du Congo»*, a affirmé un activiste des droits de l'homme dans la région. *«Pour les militaires comme pour les hommes politiques locaux, c'est devenu un business intéressant.»*⁵⁷ Cette approche axée sur la cooptation a été encore moins fructueuse avec les Raïa Mutomboki. Contrairement aux autres groupes, les Raïa Mutomboki disposent en effet d'une structure de commandement très diffuse, d'où la difficulté à employer une telle stratégie.

Pour faire face aux Raïa Mutomboki, il devrait surtout s'agir de les considérer comme symptomatiques de l'insécurité, comme une conséquence de l'absence de toute présence étatique constructive, qui fait que la question des conflits locaux a été ignorée. Une approche exhaustive devra s'appuyer sur une prise en compte des défis sécuritaires posés par les FDLR et sur l'élaboration d'un programme de démobilisation capable de tirer des enseignements des erreurs du passé et s'inscrivant dans le cadre d'un processus de réforme du secteur de la sécurité exhaustif. Le plus gros défi—qui concerne tous les groupes armés dans les Kivus—sera sans doute d'améliorer les capacités de l'État au niveau local et la gouvernance afin d'empêcher les conflits autour du pouvoir coutumier et du foncier de dégénérer en une mobilisation armée de grande ampleur.

.....

57 Entretien mené dans le cadre du Projet Usalama avec Raphaël Wakenge, Bukavu, 12 juin 2012.

Résoudre le défi posé par les FDLR

Les FDLR ont fait couler beaucoup d'encre.⁵⁸ Les crises parallèles impliquant les Raïa Mutomboki et le M23 ont cependant replacé le groupe au cœur de l'attention internationale de manière toujours plus pressante. Depuis 2009, les FDLR ont été décimées du fait des différentes opérations militaires lancées par les armées congolaise et rwandaise, qui ont provoqué une vaste démobilisation du mouvement et réduit son pouvoir d'au moins 60% au cours des quatre dernières années. D'après les dernières estimations, les troupes FDLR seraient entre 1 500 et 2 500.⁵⁹

La montée en puissance des Raïa Mutomboki qui fit suite aux offensives des FARDC démit les FDLR des postes qu'elles occupaient depuis plus d'une décennie. En avril-mai 2012, le haut commandement des FDLR fut contraint de déménager son quartier général hors du sud-ouest de Masisi pour le réimplanter vers la frontière entre les territoires de Walikale, Rutshuru et Masisi. Au Sud-Kivu, les FDLR furent également forcées de se regrouper, et déplacèrent ainsi un grand nombre de troupes depuis leurs anciens fiefs de Kalehe et Shabunda, pour les réinstaller vers les monts de Mitumba qui surplombent la plaine de la Rusizi.

Pendant, en parallèle, la crise du M23 a fourni une bouée de sauvetage aux rebelles rwandais, l'armée congolaise en difficulté ayant timidement commencé à se tourner vers les FDLR pour tenter d'obtenir leur aide. Certains officiers congolais et agents de l'ONU ont signalé avoir entendu parler de ce rapprochement au Nord- et au Sud-Kivu à partir de la fin 2012, ce qu'ont confirmé les FDLR.⁶⁰ Autre phénomène qu'il

58 ICG, «Solving the FDLR Problem Once and for All»; María Paz Ortega Rodríguez, «The FDLR as an Obstacle to Peace in the DRC», *Peace Review: A Journal of Social Justice* 23, p. 176–182; Human Rights Watch, «'Vous serez punis' – Attaques contre les civils dans l'est du Congo», décembre 2009, p. 48–51; Hans Romkema, «An End in Sight? Opportunities for the Disarmament & Repatriation of the FDLR in the Democratic Republic of Congo», Multi-country Demobilization and Reintegration Program (MDRP) Dissemination Note No. 6, août 2009.

59 Projet Usalama, personne interrogée n° 416, Goma, 13 février 2013.

60 Projet Usalama, personne interrogée par téléphone, n° 403, 15 février 2013.

convient de souligner, et qui y est peut-être lié, les attaques des FDLR ont repris à partir de bases situées dans l'est de la RDC, et ce, jusque sur le territoire rwandais; celles-ci ont commencé en novembre 2012 et ont parfois impliqué plusieurs centaines de soldats.⁶¹ C'est l'attaque de Goma perpétrée par le M23 qui a rendu ces raids possibles: elle a en effet provoqué un vide sécuritaire le long de la frontière rwando-congolaise, zone où le M23 ne disposait pas d'effectifs permettant d'effectuer des patrouilles, ce qui permit aux FDLR de franchir la frontière en toute sécurité depuis leurs bases implantées dans le parc national des Virunga.

Par le passé, la réponse apportée aux FDLR a toujours été la force, notamment au moyen d'opérations de contre-insurrection lancées par les armées congolaise et, brièvement, rwandaise. Cette stratégie s'est souvent avérée contre-productive, entraînant de très importants déplacements et faisant de nombreux morts parmi la population locale. Et pourtant, les chances de parvenir à un accord négocié sont infimes. Le gouvernement rwandais refuse en effet de négocier avec le groupe et, même s'il le faisait, il aurait grand mal à offrir des garanties de sécurité à certains membres de son leadership, dont son commandant, le général Sylvestre Mudacumura, sous le coup d'un mandat d'arrêt de la Cour pénale internationale pour neuf chefs d'accusation pour crimes de guerre. Néanmoins, les solutions sont nombreuses si l'on exclut les simples opérations militaires.

Les leaders des FDLR mènent une vie de plus en plus dure et dangereuse. Ces dernières années, plusieurs officiers haut placés—dont le chef de l'état-major, plusieurs commandants de bataillons et leur porte-parole—ont été tués lors d'assassinats ciblés. La porte devrait être davantage ouverte à ceux qui souhaitent en partir et qui ne sont pas recherchés pour crimes de guerre ou crimes contre l'humanité, mais qui ne font pas confiance au gouvernement rwandais ou n'ont guère d'intérêt financier à renoncer aux butins qu'offre l'est du Congo pour une indemnité de démobilisation de misère au Rwanda. À ces officiers,

.....

61 Reuters, «Rwanda says FDLR rebels cross from Congo, attack wardens», 2 décembre 2012.

les nations donatrices et les gouvernements de la région devraient envisager de donner l'exil dans un pays tiers, comme cela fut suggéré dans le Communiqué de Nairobi de novembre 2007 signé par les gouvernements congolais et rwandais.⁶²

Aux soldats de base, et surtout à ceux qui sont nés au Congo ou ont épousé une Congolaise, Kinshasa devrait envisager de proposer une relocalisation dans le pays au cas par cas, même si ces demandeurs devraient remplir des conditions rigoureuses, notamment une démobilisation totale. C'est pour toutes ces raisons qu'un meilleur partage des renseignements doit avoir lieu entre les gouvernements rwandais et congolais et l'équipe onusienne de démobilisation chargée des FDLR sur le terrain.

Il est inévitable que reprennent les opérations militaires congolaises contre les FDLR. Cependant, étant donné le risque élevé de représailles contre la population et de dommages collatéraux, ces attaques devraient cibler le haut commandement et non pas les soldats de base et les unités sur le terrain, et elles devraient respecter le droit humanitaire international. Cela pourrait permettre de réduire les déplacements, d'ouvrir les divisions au sein de la structure de commandement et d'accélérer la démobilisation. En même temps, les FARDC doivent de toute urgence investir dans une stratégie capable de protéger les civils pendant leurs opérations en donnant des ordres clairs aux commandants sur le terrain, y compris concernant les couvre-feux, l'organisation des casernes et le recours à la police militaire pour faire régner la discipline.⁶³

Enfin, il est impératif que le programme de démobilisation de l'ONU soit renforcé. Plus spécifiquement, la stratégie consistant à placer des antennes de démobilisation dans des lieux clés et à demander directement aux officiers FDLR de faire défection devrait être mieux soutenue.

.....
62 Conseil de sécurité de l'ONU, S/2007/679, Communiqué de Nairobi, 21 novembre 2007.

63 Oxfam, *Commodities of War. Communities speak out on the true cost of war in eastern DRC* (Document d'information n° 164), novembre 2012.

Élaborer un programme de démobilisation adapté

Le gouvernement de Kinshasa s'est opposé à la création d'un nouveau programme de démobilisation à l'attention des anciens combattants congolais, craignant qu'il n'ait un effet pervers en incitant à la mobilisation de nouveaux groupes. Si cette crainte est fondée vu les expériences passées, elle ne devrait pas signifier que les derniers groupes armés—surnommés «groupes réfractaires» par le gouvernement et qui comptaient d'après les estimations quelque 4 000 combattants avant la crise du M23—n'ont plus d'autre choix que de se battre ou de s'intégrer à l'armée.⁶⁴

Chaque groupe armé a une dynamique qui lui est propre, et les nations donatrices tout comme le gouvernement congolais devraient s'y prendre différemment pour nouer un dialogue avec chacun d'entre eux. Dans le cas des Raïa Mutomboki, il ne fait aucun doute que les communautés parmi lesquelles ils sont apparus exercent une influence considérable sur le leadership, lui-même faible et fragmenté. Par le passé, le gouvernement a acheté des leaders rebelles sans guère se préoccuper des soldats de base ou des communautés parmi lesquelles ils avaient fait leur apparition. Cela a encouragé l'impunité, sans empêcher de nouvelles rébellions. Le manque d'effort d'intégration réel et soutenu a fait des Raïa Mutomboki une alternative intéressante pour les Maï-Maï et les combattants du RCD démobilisés.

Mais les Raïa Mutomboki devraient aussi être perçus comme illustrant un besoin extrême de sécurité et de protection. Kinshasa devra se pencher sur les préoccupations des communautés locales en leur offrant développement et sécurité en échange de pressions visant à faire reculer les milices locales. Il faudra pour cela mettre en place une nouvelle stratégie de surveillance communautaire et de prise en charge des FDLR, et une conférence de réconciliation devra être organisée dans certaines des régions les plus affectées afin d'apaiser les tensions. En parallèle,

.....

64 Projet Usalama, personne interrogée n° 417, Bukavu, 13 mars 2011.

un nouveau programme de démobilisation devrait être proposé, conjuguant des contrôles et une identification biométrique rigoureux pour empêcher un «recyclage» des anciens soldats démobilisés, et doté d'une composante réintégration soigneusement étudiée.

Cette démarche devra veiller à ne pas reproduire la principale erreur commise lors des précédents exercices de démobilisation: un suivi insuffisant. Entre 2004 et 2007, 30% des combattants ont été désarmés mais sans bénéficier d'une indemnité de réintégration, et de nombreuses armes furent cachées au lieu d'être remises à l'État. Vu la vétusté de l'État congolais, remédier à ces insuffisances constituera un défi de taille.

Consolider et décentraliser l'État

La stabilisation des Kivus dépendra surtout de la création d'institutions étatiques puissantes, redevables et impartiales. Il s'agit là d'une démarche de longue haleine qui s'appuiera en grande partie sur la volonté politique du gouvernement congolais à mettre en œuvre les réformes nécessaires. Tout est question de capacité: une grande majorité de la population n'a pas accès aux quelques tribunaux que comptent les Kivus; les agents de police sont trop peu nombreux pour assurer l'ordre public; et les agents administratifs qui sont présents manquent souvent des ressources adéquates pour couvrir leurs frais généraux de fonctionnement—que ce soit par exemple pour acheter du papier pour leurs dossiers, du carburant pour leurs motos ou même pour accéder aux réseaux de téléphonie mobile.

Les différentes factions des Raïa Mutomboki ont pour ainsi dire exploité ce manque de contrôle étatique pour se positionner en sources d'autorité alternatives. Le mouvement tire parti des conflits coutumiers locaux irrésolus ainsi que de l'absence de mécanismes juridiques et d'agents de l'État pour promouvoir les tensions ethniques. Plusieurs démarches sont en cours pour remédier à cette fragilité de l'État, mais aucune d'entre elles n'a véritablement progressé.

La constitution de la RDC, promulguée le 18 février 2006 par le Président Joseph Kabila, envisage des changements radicaux en matière de gouvernance dans les zones rurales à travers une décentralisation et des

élections locales.⁶⁵ 40% des recettes nationales sont censées rester dans les provinces, dont 40% sont supposées être réservées à l'administration locale, l'instance de l'État la plus importante pour la gestion des conflits dans les zones rurales. Cependant, malgré ces prescriptions, les modifications au niveau de la distribution des recettes n'ont pour la plupart pas été mises en œuvre.⁶⁶ Qui pis est, les élections locales qui devaient instaurer des conseils pour veiller à la redevabilité des chefs ont plus de cinq ans de retard. Ces élections, et le processus de décentralisation, devront faire l'objet d'une planification minutieuse afin d'empêcher la création d'une nouvelle couche de bureaucratie ne faisant l'objet d'aucun contrôle. En particulier, il faudrait aider cette administration à promouvoir la cohabitation ethnique et la réconciliation au niveau local, et à disposer d'un cadre propice à la résolution des conflits locaux.

La principale stratégie internationale mise en œuvre pour répondre à ces défis liés à la réforme institutionnelle a reposé sur le Programme de stabilisation et de reconstruction de l'est du Congo (STAREC) du gouvernement de Kinshasa, soutenu depuis 2009 par les nations donatrices par le biais de l'ISSSS. Ce programme a été conçu pour appuyer l'accord de paix conclu en mars 2009 entre le gouvernement et les groupes armés au moyen d'un programme de développement institutionnel destiné aux Kivus. Ce programme n'a toutefois pas abouti en raison de son approche technocratique—qui accordait la priorité aux infrastructures plutôt qu'à la gouvernance, et mettait l'accent sur l'administration locale sans s'intéresser aux institutions nationales dont elle dépendait—et d'un manque d'appropriation de la part du gouvernement congolais.

Le STAREC et l'ISSSS ont tous les deux fait l'objet d'un examen en 2011-12 et une version améliorée est en cours d'élaboration. Elle promet

.....

65 Organisation mondiale de la propriété intellectuelle, «Constitution de la République Démocratique du Congo», 18 février 2006.

66 Herbert Weiss et Georges Nzongola-Ntalaja, «Decentralization and the DRC: An overview» (New York: Center for International Cooperation, 2009); Kai Kaiser, «Decentralization in the Democratic Republic of Congo: Opportunities and Risks» (International Studies Program Working paper, Université de l'État de Géorgie, 2008).

d'être plus inclusive, en renforçant la capacité des communautés locales à concevoir des réformes et à exiger des comptes de leurs leaders par l'intermédiaire de «plateformes pour un dialogue démocratique» dans les villages ruraux. Cependant, pour que cette nouvelle démarche aboutisse, il lui faudra s'attaquer aux institutions à la fois par le haut et par le bas afin d'élaborer un nouveau consensus derrière un engagement important avec le Président Kabila au centre et le gouvernement provincial. Les institutions telles que la police, l'armée et la justice sont des organes nationaux qui devront être révisés de manière radicale, et ce, malgré la réticence du gouvernement. En effet, le nouvel Accord-cadre appelle explicitement à l'adoption de réformes institutionnelles congolaises sous les auspices d'un nouvel envoyé spécial de l'ONU et offre la possibilité aux donateurs d'instaurer une nouvelle relation collaborative avec le gouvernement congolais s'appuyant sur la réforme.

Annexe: Structure des Raïa Mutomboki, janvier 2013

RÉGION SUD DE SHABUNDA

Jean Musumbu, encore considéré comme le père spirituel de tous les Raïa Mutomboki et conseiller de l'ensemble des groupes de Shabunda, est à la tête de ce groupe. Il est basé entre Penekusu et Kalole et exerce son influence (certes peut-être pas un contrôle absolu) depuis Mulungu au nord-est jusqu'à Itula au sud-est. Il a rechigné à élargir son groupe, refusant les offres de soutien d'hommes politiques et laissant son groupe périliciter depuis que les FDLR ont en grande partie abandonné cette région de la province. Parmi les principaux commandants figurent:

- Mulungu: Bimpenzi
- Penekusu et Kitindi: Karolo et Kasapar
- Baliga: Makombo et Natalis

RÉGION NORD DE SHABUNDA/BUNYAKIRI/SUD DE WALIKALE

Ce groupe, de loin le plus grand, est la seule subdivision Raïa Mutomboki qui soit réellement multi-ethnique, réunissant des Rega, des Kano et des Tembo. Son leader charismatique, Eyadema Mugugu, a été arrêté par les FARDC en juin 2012 à Walikale et transféré à la prison militaire de Ndolo à Kinshasa, laissant à Juriste Kikuni le soin de diriger le groupe depuis sa base de Nduma, dans le Parc national de Kahuzi-Biega. Également appelé Force Ntakulegwe («Poussez-vous de là, Kimbilikiti [un esprit puissant] arrive!»), ce groupe a entamé sa restructuration en juin 2012. En mars 2013, les Raïa Mutomboki opérant à Bunyakiri-Kalehe ont adopté une nouvelle structure, remplaçant les commandants Rega d'origine par des commandants Tembo dans l'espoir de se distancier de la domination Rega et de renforcer leur propre position en attendant d'éventuelles négociations avec le gouvernement Kabila.

RÉGION NORD-EST DE SHABUNDA

Il s'agit sans doute du groupe le plus fragmenté, même s'il s'étend sur une vaste superficie allant de Katchungu à l'ouest à Chulwe à l'est. L'autre spécificité de ce groupe est la prédominance de transfuges de l'armée, qui jouent des rôles importants dans les différentes chaînes de commandement. Les principales factions sont les suivantes:

- «Général» Sisawa Kindo et Daniel Meshe, basés à Kigulube (même si ces deux hommes sont souvent en désaccord)
- Commandants Ngandu Lundimu et Donat Kengwa, basés à Nzovu
- Makombo et Natalis, basés à Lubila
- Maheshe, basé autour de Chulwe

RÉGIONS SUD-EST DE WALIKALE ET SUD DE MASISI

Ce groupe se compose essentiellement de Maï-Maï Kifuafua qui ont pris le nom de Raïa Mutomboki en mai 2012 lors des violences interethniques qui ont frappé le territoire de Masisi. Le groupe de Kikuni considère qu'il est sous ses ordres, ce que nie le principal commandant du groupe Kifuafua, le colonel Delphin Mbaenda. Le groupe est basé à Busurungi et s'étend à l'est jusqu'à Ngungu. D'après Limenzi, lors d'une réunion organisée début décembre 2012, son groupe a fusionné avec l'ancien Front pour la défense du Congo (FDC), sous les ordres du «général» Luanda Butu, ce qui modifierait cette structure. Les commandants sur le terrain ne semblent toutefois pas avoir eu connaissance de ce changement. Sa chaîne de commandement était la suivante:

- Commandant de division: colonel («général») Delphin Mbaenda
- Commandant adjoint: colonel Limenzi Kanganga
- Chef d'état-major: Biofu Matata
- 1ère brigade (à Kilambo): colonel Bienfait Kilombo
- 2ème brigade (Ufamandu II): colonel Bilikoliko Migenya
- 3ème brigade (Ufamandu I): colonel Noa Katamasoko
- 4ème brigade (Mianga): colonel Sango

Glossaire des acronymes, termes et expressions

Accord global et inclusif	Accord de paix signé à Pretoria en décembre 2002, qui marque officiellement la conclusion du Dialogue intercongolais (signé en Zambie en 1999) et mettant fin à la Seconde Guerre du Congo
Amani Leo	Paix aujourd'hui; offensive de l'armée congolaise contre les FDLR, 2010–12
Bachawi	Sorciers (en Kiswahili)
Chefferie	Le plus haut niveau de l'administration coutumière
CNDP	Congrès national pour la défense du peuple
Dawa	Médicament (en Kiswahili); amulette ou potion magique qu'utilisent les milices locales pour se protéger
DDR	Désarmement, démobilisation et réintégration
FARDC	Forces armées de la République démocratique du Congo
FDC	Front pour la défense du Congo
FDLR	Forces démocratiques pour la libération du Rwanda
Groupement	Deuxième niveau le plus élevé de l'administration coutumière
ISSSS	Stratégie internationale d'appui à la sécurité et la stabilisation (<i>International Security and Stabilization Support Strategy</i> , également connue sous le nom d'I4S)
Kimbilikiti	Esprit puissant
Kimia	Paix
Lutende	Cérémonie traditionnelle d'initiation qui a lieu à la puberté avant la circoncision
Maï-Maï Kifuafua	Essentiellement des Maï-Maï Tembo dont les zones d'influence se trouvent en grande partie dans les groupements d'Ufamandu I et II du territoire de Walikale
MONUC	Mission de l'Organisation des Nations Unies en République démocratique du Congo
MONUSCO	Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en RDC

Mutuelle	Organisation communautaire ethnique qui fournit des services sociaux
Ntakulegwe	«Poussez-vous de là, Kimbilikiti arrive !» (Kirega)
PARECO	Coalition des patriotes résistants congolais
PDI	Personnes déplacées internes
PNDDR	Programme national pour le désarmement, la démobilisation et la réintégration
Raia Mutomboki	Citoyens en colère (Kiswahili)
Raia Tujigomboe	Citoyens, libérons-nous (Kiswahili)
RCD	Rassemblement congolais pour la démocratie
Rega	Le principal groupe ethnique de Shabunda (un territoire du Sud-Kivu), également présent à Mwenga (un autre territoire du Sud-Kivu), dans le sud de Walikale au Nord-Kivu, et dans l'est de la province du Maniema
Salongo	Travaux d'intérêt public (Lingala)
STAREC	Programme de stabilisation et de reconstruction de l'est du Congo (<i>Stabilization and Reconstruction Programme for the Eastern Congo</i>)
Umoja Wetu	Notre unité (Kiswahili)
Yando	Cérémonie traditionnelle d'initiation qui a lieu à la puberté avant la circoncision

Bibliographie

- African Rights. «Congo-Kinshasa: A Welcome Expression of Intent- The Nairobi Communique and the Ex-FAR/Interahamwe», 11 décembre 2007. (<http://allafrica.com/stories/200712110920.html>)
- Biebuyck, Daniel. *Lega Culture: Art, Initiation, and Moral Philosophy Among a Central African People*. Berkeley: UCLA Press, 1973.
- Human Rights Watch. «'Vous serez punis' – Attaques contre les civils dans l'est du Congo». Décembre 2009. (<http://www.hrw.org/sites/default/files/reports/drc1209webwcover2.pdf>)
- International Crisis Group. «The Congo: Solving the FDLR Problem Once and for All» (Africa Briefing N° 25), 12 mai 2005. (<http://www.crisisgroup.org/en/regions/africa/central-africa/dr-congo/Bo25-the-congo-solving-the-fdlr-problem-once-and-for-all.aspx>)
- Kaiser, Kai. «Decentralization in the Democratic Republic of Congo: Opportunities and Risks». International Studies Program Working paper, Université de l'État de Géorgie, 2008.
- MONUC. «Special report on MONUC Bukavu (PAS) mission to Shabunda and Lulingu (South Kivu) on 29-30 November 2007».
- MONUSCO. «South Kivu DRRRR Report», 30 octobre 2011.
- Bureau du Haut-Commissariat aux droits de l'homme de l'ONU (OHCHR). «Rapport du Bureau conjoint des Nations Unies aux droits de l'homme sur les violations des droits de l'homme commises par des groupes armés lors d'attaques de villages dans les groupements Ufamandu I et II, Nyamaboko I et II et Kibabi, territoire de Masisi, province du Nord-Kivu, entre avril et septembre 2012», 14 novembre 2012. (http://www.ohchr.org/Documents/Countries/ZR/BCNUDH_RapportVDHMasisi_fr.pdf)
- Oxfam. «Commodities of War: Communities speak out on the true cost of war in eastern DRC», Document d'information n° 164, novembre 2012.
- Reuters. «Rwanda says FDLR rebels cross from Congo, attack wardens», 2 décembre 2012. (<http://www.reuters.com/article/2012/12/02/us-rwanda-attack-idUSBRE8B1oAo20121202>)
- Rodríguez, María Paz Ortega. «The FDLR as an Obstacle to Peace in the DRC». *Peace Review: A Journal of Social Justice* 23: 176-182.

- Romkema, Hans. «An End in Sight? Opportunities for the Disarmament & Repatriation of the FDLR in the Democratic Republic of Congo». Multi-country Demobilization and Reintegration Program (MDRP) Dissemination Note No. 6, août 2009. (http://www.mdrp.org/PDFs/MDRP_Diss_Note6.pdf)
- Stearns, Jason. *Du CNDP au M23: Évolution d'un mouvement armé dans l'est du Congo*. Londres: Institut de la Vallée du Rift, 2012.
- . *Nord-Kivu: Contexte historique du conflit dans la province du Nord-Kivu, à l'est du Congo*. Londres: Institut de la Vallée du Rift, 2012.
- . *Pareco: Questions foncières, hommes forts locaux et politique de milice au Nord-Kivu* (Londres: Institut de la Vallée du Rift, 2013).
- Centre d'actualités de l'ONU. «UN urges long-term commitment to today's peace deal on DR Congo», 24 février 2013. (<http://www.un.org/apps/news/story.asp?NewsID=44211&Cr=Democratic&Cr1=Congo>)
- Bureau de la coordination des affaires humanitaires de l'ONU (OCHA). Rapports mensuels, mai-juillet 2011.
- Conseil de sécurité de l'ONU. S/2007/679. «Communiqué conjoint du Gouvernement de la République démocratique du Congo et du Gouvernement du Rwanda sur une approche commune pour mettre fin à la menace pour la paix et la stabilité des deux pays et de la région des Grands Lacs» (Communiqué de Nairobi), 21 novembre 2007.
- . S/2011/738, «Rapport final du Groupe d'experts sur la République démocratique du Congo conformément au paragraphe 5 de la résolution 1952 (2010)», 2 décembre 2011. (http://www.un.org/ga/search/view_doc.asp?symbol=S/2011/738)
- . S/2012/843. «Rapport final du Groupe d'experts sur la République démocratique du Congo conformément au paragraphe 4 de la résolution 2021 (2011)», 15 novembre 2012. (http://www.un.org/ga/search/view_doc.asp?symbol=S/2012/843)
- Département d'État des États-Unis. «2005 Country Reports on Human Rights Practices: Democratic Republic of the Congo», 8 mars 2006. (<http://www.state.gov/j/drl/rls/hrrpt/2005/61563.htm>)
- Weiss, Herbert et Nzongola-Ntalaja, Georges. «Decentralization and the DRC: An overview». New York: Center for International Cooperation, 2009.

Organisation mondiale de la Propriété intellectuelle. «Constitution de la République démocratique du Congo», 18 février 2006. (<http://www.wipo.int/wipolex/fr/details.jsp?id=7449>)

**ON NE PEUT TROUVER DE REMÈDES QU' AUX MAUX CONNUS.
LE PROJET USALAMA NAVIGUE ENTRE LES EAUX LES
PLUS TUMULTUEUSES POUR QUE LE MONDE COMPRENNE
LA PERTINENCE ET LA CAUSE MÊME DES GUERRES À
RÉPÉTITIONS DANS L'EST DE LA RDC.**

**— SEKOMBI KATONDOLO, FONDATEUR ET DIRECTEUR
EXÉCUTIF, MUTAANI FM, GOMA**



Catholic University of Bukavu



OPEN SQUARE PROJECT

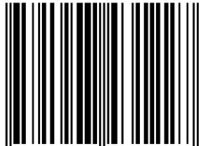


HUMANITY
UNITED



Rift Valley Institute
Taaasisi ya Bonde Kuu
معهد الاخدود العظيم
Machadka Dooxada Rift
Rift Valley Institute
Instituto do Vale do Rift
东非大裂谷研究院
Institut de la Vallée du Rift

ISBN 978-1-907431-22-7



9 781907 431227 >